



HAL
open science

La crise argentine 1976-2001 : lectures institutionnalistes et régulationnistes

Robert Boyer, Julio Neffa César

► To cite this version:

Robert Boyer, Julio Neffa César. La crise argentine 1976-2001 : lectures institutionnalistes et régulationnistes. 2007. halshs-00587696

HAL Id: halshs-00587696

<https://shs.hal.science/halshs-00587696>

Preprint submitted on 21 Apr 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



PARIS SCHOOL OF ECONOMICS
ÉCOLE D'ÉCONOMIE DE PARIS

WORKING PAPER N° 2007 - 46

**La crise argentine 1976-2001 :
lectures institutionnalistes et régulationnistes**

Robert Boyer

Julio César Neffa

Codes JEL : B52, E30, E52, E63, F32, N16, O54

**Mots-clés : consensus de Washington, crise financière,
crise argentine de 2001, histoire économique argentine,
théorie de la régulation, modèle primaire exportateur**



**PARIS-JOURDAN SCIENCES ÉCONOMIQUES
LABORATOIRE D'ÉCONOMIE APPLIQUÉE - INRA**



48, Bd JOURDAN – E.N.S. – 75014 PARIS
TÉL. : 33(0) 1 43 13 63 00 – FAX : 33 (0) 1 43 13 63 10
www.pse.ens.fr

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE – ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES EN SCIENCES SOCIALES
ÉCOLE NATIONALE DES PONTS ET CHAUSSÉES – ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE

La crise argentine 1976-2001 :
Lectures institutionnalistes et régulationnistes
Robert BOYER¹, Julio César NEFFA²

¹ PSE (Paris-Jourdan Sciences Economiques), 48, Boulevard Jourdan 75014 Paris (e-mail : boyer@pse.ens.fr).

² CEIL-PIETTE, Saavedra 15 Planta baja y 4° Piso C1083ACA Ciudad de Buenos Aires (Argentine)
julio.neffa@ceil-piette.gov.ar

La crise argentine 1976-2001 : *Lectures institutionnalistes et régulationnistes*

Robert BOYER, Julio César NEFFA

Résumé

On s'attache à montrer en premier lieu que l'interprétation de la crise argentine par le laxisme de la politique budgétaire et les rigidités institutionnelles du marché du travail n'est pas satisfaisante. La crise qui éclate en 2001 s'inscrit dans l'histoire longue argentine et manifeste l'incohérence du régime d'accumulation impliqué par le régime de convertibilité et l'ouverture commerciale et financière quasi-complète. Absence de compromis institutionnalisés stables et perte de la capacité à répondre aux aléas de l'économie mondiale expliquent la gravité de la dépression qui s'ouvre dès 1998. La vigoureuse reprise économique qui intervient après le défaut de la dette publique et la pesification ne signifie pas que l'économie argentine ait surmonté les obstacles structurels qui hypothèquent sa croissance depuis 1976. L'article s'achève par la discussion de la vraisemblance de divers modes de développement. Il apparaît difficile d'échapper à la logique d'un régime primaire exportateur dont les perspectives sont certes renouvelées mais pas complètement transformées par la possibilité d'un renchérissement durable des produits agricoles à l'échelle mondiale.

Argentina and its crises 1976-2001: Institutionnalist and Régulationnist Analyses

Robert BOYER, Julio César NEFFA

Abstract

It is argued that the conventional analysis of the 2001 Argentina crisis in terms of populist budgetary policies and institutional rigidities of labor market is not satisfactory. The 2001 collapse takes place within a long history, but it results from a quite specific factor: the structural unbalance within the accumulation regime implied by the convertibility and the complete opening to world trade and financial globalization. The shakiness of major institutional compromises and the lack of policy tools to respond to the vagaries of the world economy explain the 1998 turning point from growth to depression. The fast economic recovery observed since 2002, associated to the default of public debt and the pesification, does not mean that Argentina has definitely overcome the structural obstacles that have been hindering its growth since 1976. The likelihood and resilience of alternative development modes is finally discussed. It is difficult to overcome the logic of a primary product exporter country. Of course, its potential is larger in the 2000s, but this economic regime is not totally transformed by the expected medium term rise of commodities prices at the world level.

JEL Classification : B52 – E30 – E52 – E63 – F32 – N16 – O54

Mots Clés : Consensus de Washington – Crise financière – Crise Argentine de 2001 – Histoire économique argentine – Théorie de la régulation – Modèle primaire exportateur

Keywords: Washington consensus – Financial crisis – Argentina 2001 crisis – Argentina economic History – “Régulation” theory – Primary export-led regime.

La crise argentine 1976-2001 : *Lectures institutionnalistes et régulationnistes*

Robert BOYER, Julio César NEFFA

Sommaire

INTRODUCTION	1
I. L'APPORT DES APPROCHES INSTITUTIONNALISTES.....	2
Une réfutation du consensus de Washington.....	2
Une inscription dans l'histoire longue de l'Argentine	5
Rapports sociaux et institutions, pas seulement le marché	8
Les relations de pouvoir dans l'économie et le politique	10
II. L'APPORT DE LA THEORIE DE LA REGULATION A LA COMPREHENSION DE L'ARGENTINE.....	12
Plus qu'une stricte dépendance par rapport au chemin, la succession de régimes d'accumulation et de modes de régulation	12
Les liens croisés entre politique et économie.....	13
Une première possibilité de crise, l'incohérence d'un mode de régulation / régime d'accumulation.....	15
Une autre source de crise : la finance déborde le champ du politique.	17
Sous l'apparence du succès de la Caja de conversion, pointe la crise.....	18
Une analyse de la crise ouverte en décembre 2001.....	19
III. L'APPORT DES TRAVAUX ARGENTINS AUX RECHERCHES REGULATIONNISTES	20
Deux grandes configurations des crises	20
L'incertitude des vues sur l'avenir, obstacle à l'établissement de régimes stabilisés	21
L'originalité de la configuration des années quatre-vingt-dix	23
L'établissement d'un régime d'accumulation intensive n'est pas une fatalité	25
L'incapacité à forger un bloc hégémonique.....	25
IV. L'HISTOIRE SE REPETERAIT-ELLE ?.....	25
Un projet politique se heurte à la force des intérêts constitués ou à l'inertie des structures....	26
La répétition de séquences expansion / dépression, optimisme / pessimisme	26
Une tradition : la socialisation des pertes par l'Etat	27
Une faiblesse de l'administration et une instabilité des stratégies politiques	27
Une tradition plus rentière qu'entrepreneuriale, aggravée par la financiarisation	27
V. EXCEPTIONNALISME OU EXEMPLARITE DE L'ARGENTINE ?	28
L'Argentine : un profil institutionnel marqué par le libéralisme pur ?.....	28
Une lecture régulationniste de la particularité de l'Argentine	29
VI. QUELLES STRATEGIES POUR L'ARGENTINE ?.....	29
Ne pas renouveler les erreurs de politique économique passées.....	32
La vigoureuse reprise économique ne signifie pas que les problèmes structurels de l'économie argentine seront prochainement surmontés.....	33
Ne pas viser des modes de développement hors d'atteinte ou non viables.....	34
De la difficulté de la prospective.....	37
Trois scénarios pour susciter recherches et réflexions.....	38
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	39

INTRODUCTION

Le présent travail se présente comme un résumé des conclusions des travaux de recherche rassemblant des chercheurs tant Argentins qu'Européens autour de l'interprétation de la crise argentine (Boyer, Neffa, 2004). En effet, apparaissent de remarquables convergences des approches des divers auteurs, même si tous sont loin d'adopter les mêmes concepts et les mêmes méthodes. Tous partagent une approche que l'on pourrait qualifier d'institutionnaliste, par opposition aux auteurs pour lesquels l'analyse de la concurrence et le degré d'orthodoxie de la politique économique suffisent à caractériser les heurs et malheurs de l'économie argentine (I). La théorie de la régulation s'inscrit dans la mouvance institutionnaliste et se concentre sur la caractérisation des régimes d'accumulation et de leur crise. Elle est donc spécialement adaptée pour rendre compte de la périodisation des régimes économiques qui se sont succédés en Argentine depuis un siècle. De fait, la quasi-totalité des auteurs livre à ce propos une caractérisation finalement très précise des origines de la crise qui éclate en décembre 2001 (II).

En retour, la problématique régulationniste se trouve enrichie par la confrontation avec l'histoire économique et financière de ce pays. En effet, si l'Argentine partage certains traits avec d'autres pays d'Amérique latine, sa trajectoire est largement originale et apporte des résultats nouveaux autour d'une question devenue centrale depuis les années 1990 : comment peut s'établir un mode de régulation en l'absence de stabilisation des vues sur l'avenir, compte tenu des incertitudes majeures concernant les évolutions prévisibles à moyen-long termes (III). Il est alors possible de synthétiser la caractérisation des années quatre-vingt-dix du point de vue de la théorie de la régulation. Non seulement se succèdent une série de chocs défavorables, mais encore l'adoption de la convertibilité a réduit l'autonomie et les variables d'action de la politique économique, à une époque marquée au contraire par la succession de chocs financiers, technologiques, géopolitiques. Si la crise ouverte en décembre 2001 est si grave, c'est qu'elle témoigne de l'incapacité du bouclage du régime d'accumulation qui était implicite à l'adoption de la *Caja de conversion*.

La mise en perspective historique à laquelle procèdent la plupart des auteurs éclaire la situation contemporaine sous un jour intéressant. Alors que les observateurs contemporains ont tendance à surestimer la nouveauté de la crise actuelle, la rétrospective des phases d'expansion puis de dépression qu'a connu l'Argentine ne manque pas de livrer maints parallèles avec certains épisodes antérieurs. C'est en ce sens que la théorie de la régulation avance la notion de trajectoire nationale : au-delà de la succession de régime d'accumulation aux logiques contrastées (rentière, basée sur la substitution d'importations, intensive en direction de l'accès des salariés à la consommation de masse, intensive potentiellement tirée par les exportations) se répètent un certain nombre de caractéristiques clés en matière de processus politiques et de fragilités institutionnelles (IV). Ces traits sont-ils propres à l'Argentine ou caractérisent-ils plus généralement nombre de pays d'Amérique latine ? Il est intéressant à ce propos de tirer quelques enseignements des comparaisons que certains contributeurs au présent ouvrage proposent : en fait, les comparaisons menées à la lumière d'une approche régulationniste suggèrent une notable différenciation des trajectoires mexicaine, brésilienne, argentine. Pour leur part, des travaux récents sur le profil institutionnel des pays développés et en voie de développement font apparaître une place originale de l'Argentine (V).

Cependant, le repérage de certains invariants dans l'histoire de l'Argentine et des spécificités de ce pays, ne sauraient constituer une excuse pour ne pas prendre en compte les nouveautés de la période présente. Il est en effet important d'explicitier les contours de la recomposition institutionnelle et politique, et livrer un certain nombre de scénarios reposant sur l'émergence de

divers régimes. En effet, au-delà de la reprise conjoncturelle consécutive à l'effondrement de l'hiver 2001-2002, se pose le problème de la viabilité à long terme entre des compromis politiques et la dynamique de l'accumulation (VI).

I. L'APPORT DES APPROCHES INSTITUTIONNALISTES

Au-delà de la diversité des méthodes et des thèmes, ressortent quatre originalités des travaux rassemblés dans le présent ouvrage. Il fournit d'abord un antidote roboratif à la croyance selon laquelle les principes du *consensus de Washington* définiraient une orientation stratégique valable en tout temps et en tout lieu. Avec l'essor de la globalisation financière et les potentialités des technologies de l'information et de la communication, c'est le temps court qui tend à prévaloir dans l'analyse des économistes et même de la plupart des chercheurs en sciences sociales. Par contraste, une mise en *perspective historique longue* est utile pour mettre à jour les forces qui conduisent à l'effondrement de l'économie argentine. A cette seconde caractéristique il faut en ajouter une troisième : l'analyse des enchaînements économiques est replongée dans la densité des *relations sociales* et des compromis institutionnalisés, de sorte que les performances macroéconomiques ne dépendent pas de la seule perfection de la concurrence sur un ensemble de marchés mais de la viabilité d'une architecture institutionnelle. Enfin, alors que la plupart des macroéconomistes traitent de la politique économique et des réformes institutionnelles comme le simple reflet d'un principe de rationalité, expression de l'intérêt général, les auteurs rassemblés dans le présent ouvrage soulignent *l'origine et les conséquences politiques des choix économiques* qui sont opérés au début des années quatre-vingt-dix pour juguler l'hyperinflation.

Une réfutation du consensus de Washington

Au-delà des réticences initiales du FMI concernant l'instauration de la Caja de conversion, dans la seconde moitié des années 90, l'Argentine était devenue le bon élève de l'establishment international. Large ouverture au commerce, liberté complète des mouvements de capitaux, privatisation des services collectifs, crédibilité d'un ancrage du peso sur le dollar, modernisation du secteur bancaire et instauration de procédures de surveillance : point par point les responsables de la politique économique argentine satisfaisaient à la *check list* du consensus de Washington telle que définie rétrospectivement par Williamson. Mais, dès lors, quelles sont les raisons d'une aussi brutale crise que celle qui éclate en décembre 2001 ?

Le laxisme budgétaire : un faux coupable

La réponse des économistes de Washington est sans ambiguïté « la falla critica y evitable de la política económica de la Argentina, que fue la causa fundamental del desastre : la inhabilidad crónica de las autoridades argentinas de mantener una política fiscal responsable (...) El gobierno argentino actúa como un alcohólico crónico : un avez qui empieza de gustar los placeres políticos del gasto financiado mediante déficit, sigue haciéndolo hasta alcanzar una situación económica equivalente a estar totalmente ebrio. » (Mussa (2002), p. 14-15). La démonstration de l'auteur n'est pas pleinement convaincante puisqu'il constate que de 1995 à 1998 le déficit fiscal en pourcentage du PIB passe de 3,4 % à 2,1 % et la dette en pourcentage de ce même PIB de 35,9 % à 41,4 %. Le reproche est de ne pas avoir profité de l'afflux des recettes liées à la privatisation et une bonne croissance pour éliminer les déficits et amorcer un désendettement de l'Etat argentin. Si tel était le principal facteur, que dire de la situation des pays européens au cours de la même période ?

Tous les chapitres consacrés à la question fiscale et à l'examen des comptes publics, apportent un démenti radical à cette interprétation trop facile : le ménémisme s'inscrirait ainsi

dans la tradition des gouvernements populistes latino-américains qui tentent d'obtenir l'adhésion de l'opinion publique par un laxisme budgétaire, devenu contradictoire avec l'institution de la Caja de conversion. Ainsi la crise de décembre 2001 ne serait jamais qu'un exemple supplémentaire des crises de premier type (Krugman, 1979) : un financement monétaire du déficit public précipiterait une inflation responsable de l'éclatement du régime de change fixe. Or précisément, l'inscription dans la constitution du principe de convertibilité interdit tout refinancement par la Banque centrale des déficits publics.

De façon plus précise, les études détaillées infirment complètement ce diagnostic :

- Au cours de la décennie 1990, on observe en moyenne un léger surplus primaire, le déficit courant résultant de la montée des charges d'intérêt, du fait du progressif relèvement de la prime de risque (ibidem, p. 8). (Gaggero, 2004, p. 12).
- La perte de recettes associées à la privatisation d'une partie des retraites aggrave de façon sensible et permanente le déficit du budget public (Gaggero, 2004). Si l'on corrige le budget de cette perte de recette, l'Argentine aurait dû dégager en 2000 un excédent primaire de 3,3 % du PIB, soit une situation comparable à celle du Brésil (Hausmann, Velasco, 2002). Ce résultat, essentiel pour invalider l'hypothèse d'une dérive incontrôlée du budget public est largement confirmé par nombre d'auteurs (Treber, 2003)
- Il ressort que jusqu'en 1997, du fait de la contrainte de convertibilité, la politique fiscale devient procyclique (Damill, Frenkel, Jouvenal, 2004, p. 12).
- De 1998 à 2001, se développe une récession, largement liée à la nette décélération des exportations (Kalantzis, 2004) ; Elle exerce des effets mécaniques et négatifs sur les déficits publics puisque l'élasticité de la fiscalité au PIB est de l'ordre de 1,47 alors qu'elle est seulement de 0,72 pour la dépense primaire (Hausmann, Velasco, 2002).
- La lente dérive des comptes publics, loin d'être un accident du régime de convertibilité est au contraire une condition de sa survie (Gaggero, 2004, p. 14). Les simulations d'un modèle macroéconomique suggèrent qu'une politique budgétaire plus restrictive n'aurait fait que décaler d'une ou deux années l'éclatement de la crise (Kalantzis, 2004).
- Sur la période 1995 – 2000, la croissance de l'endettement du gouvernement argentin est largement supérieure à ce qu'impliquerait la sommation des déficits publics (42,7 milliards de dollars contre 20,9 milliards), dans la mesure où il s'endette pour couvrir une partie des dettes du secteur privé ou parapublic (Hausmann, Velasco, 2002). C'est donc la gestion du crédit à l'économie qui fait problème et non pas celle du budget public *stricto sensu*.
- Enfin, en comparaison internationale, il ressort que le gouvernement argentin est presque aussi vertueux que celui du Chili dans la mesure où les dépenses publiques régaliennes restent constantes en proportion du PIB tout au long de la décennie 90. Certes, à partir de 1998, la part des dépenses publiques consacrée au social augmente, passant de 19,9 % du PIB à 22 % en 2001, mais c'est à nouveau la conséquence de la montée du chômage et du développement de la pauvreté (Gaggero, 2004, tableau 1). Par parenthèse, c'est aussi la raison de l'augmentation du déficit des provinces et de l'émission de titres publics circulant comme des quasi-monnaies (Sbatella, 2004).

Ainsi, la dérive des comptes publics – celle du gouvernement fédéral comme des provinces – loin d'être la cause de l'effondrement financier serait plutôt l'expression de la contradiction propre à l'instauration du régime de convertibilité. Au passage on est surpris de la faiblesse de l'analyse technique des économistes du FMI : quasiment aucune des informations qui précèdent ne plaide en faveur de l'hypothèse avancée par Michael Mussa.

La privatisation : préservation de rentes plus qu'incitation à l'efficacité

Un deuxième pilier de la conception libérale est mis à mal par l'analyse des privatisations. A l'initiative des organisations internationales, s'est répandue une vision simple : par nature les États sont incapables de produire et gérer directement les grands services publics (téléphone, électricité, eau, transports ferroviaires et aériens). En effet, ils sont incapables d'en promouvoir l'efficacité dans l'organisation de la production, ils limitent la capacité d'innovation et de fait maximisent les rentes de monopole, au détriment des utilisateurs des services publics.

Or les multiples privatisations intervenues en Argentine sont menées dans des conditions telles qu'on peut douter de la supériorité du secteur privé (Azpiazu, Schorr, 2004). Le choix de contrôler les entreprises à travers la formation d'un prix maximal a d'abord pour conséquence de couper le mécanisme à travers lequel les gains de productivité sont répercutés aux usagers, seule la marge des entreprises se trouve bénéficier de cette procédure. Ce qui était auparavant un monopole public se transforme en un monopole privé auquel la puissance publique garantit les prix. Les vertus de la concurrence sont donc plus rhétoriques que réelles car c'est surtout le pouvoir d'un petit nombre d'entreprises qui se trouve consolidé par la privatisation. Le retard dans l'ajustement des tarifs joue aussi en faveur de ces mêmes entreprises.

Plus encore, l'indexation des tarifs en fonction de l'inflation américaine introduit une clause exorbitante par rapport aux lois qui interdisent toute indexation dans les autres secteurs de l'économie argentine. Ce dispositif sert plus le maintien d'une haute rentabilité des multinationales qu'il ne favorise l'accès des Argentins à des services dont les prix baisseraient du fait de la recherche permanente de l'efficacité. Enfin, et c'est un résultat que l'on observe dans la plupart des épisodes de déréglementation des services publics, la privatisation pèse plus durement sur les ménages les plus pauvres, de sorte qu'aucun des deux critères d'amélioration d'efficacité et de défense du principe d'équité ne sont satisfaits par les privatisations argentines.

Un cas exemplaire de crise causée par la plasticité des mouvements de capitaux

Un troisième postulat du consensus de Washington affirme que l'ouverture aux capitaux internationaux privés permet une stabilisation de la conjoncture économique, puisque les agents privés comme les gouvernements peuvent s'endetter plus aisément face à une conjoncture ou un choc défavorable, quitte à rembourser dans la période d'expansion. De ce fait, les entrées de capitaux devraient être contracycliques et stabiliser tant la conjoncture domestique que l'économie internationale. Les années quatre-vingt-dix montrent *a contrario* le caractère fortement procyclique de la prime de risque comme des entrées de capitaux dans les économies émergentes (Kaminsky ; 2003), au point de donner naissance à une nouvelle génération de modèles de crises financières bâtis sur l'hypothèse de l'alternance de flux d'entrée puis d'un brusque reflux des capitaux internationaux. De ce fait, la libéralisation financière serait à l'origine d'un regain de crises qui ne seraient pas intervenues dans le contexte d'une finance sous le contrôle des autorités publiques. La croissance de moyen terme s'en trouverait pénalisée et les inégalités aggravées (Dehove, 2004).

L'Argentine constitue un cas exemplaire de ce type de crise, provoquée non pas par l'incompatibilité entre le laxisme budgétaire et un régime de change fixe, mais par le jeu d'un accélérateur financier mis en mouvement par les entrées de capitaux massives qui suivent le

programme de stabilisation et de libéralisation de l'économie argentine. Le mécanisme est d'autant plus pernicieux que l'ouverture à la finance internationale procure d'abord une expansion de la consommation et de l'investissement, ce qui généralise un sentiment d'euphorie et la baisse de la prime de risque. Il en résulte une distorsion dans l'allocation des ressources, en particulier du fait que les privatisations concernent des services publics appartenant au secteur abrité, incapables de générer des recettes en dollar (Kalantzis, 2004b). L'expansion ne peut donc se prolonger au même rythme car elle vient buter sur la contrainte de balance des paiements : l'éclatement de la crise et le mécanisme à travers lequel se résorbent les déséquilibres accumulés.

Ainsi, la crise argentine n'est pas la confirmation du fait que le populisme latino-américain aurait sévi une fois de plus. C'est plutôt un cinglant démenti de la vision optimiste selon laquelle la globalisation financière apporterait un lissage des évolutions macroéconomiques pour les économies périphériques. Les acteurs de la politique économique argentine n'ont pas manqué de souligner cet aspect de la crise : « *La primera lección que extraemos de la experiencia argentina es contraria a una idea dominante en el saber convencional sobre flujo de capitales (...) El razonamiento implícito en ese análisis es que la reducción en los flujos financieros tiene efectos negativos sobre el crecimiento (...) Nuestra posición al respecto es que los daños mayores son en términos de credimiento pero sobre todo en términos de desarrollo con equidad, se producen en los periodos de alta liquidez internacional cuando el flujo de capitales financieros es mayor.* » (Lavagna, 2003) Le paradoxe serait donc que la libéralisation financière permettrait de financer et d'alimenter des régimes macroéconomiques qui ne sont pas soutenables à moyen long terme. Loin de réduire la fréquence des crises, elle en susciterait de nouvelles, aux conséquences économiques, sociales et politiques parfois dévastatrices comme le suggère la trajectoire argentine.

Une inscription dans l'histoire longue de l'Argentine

Par opposition au temps court de la finance qui tend parfois à imposer sa logique y compris aux travaux académiques, les institutionnalistes ont fréquemment recours à la périodisation et à la mise en perspective historique avant de caractériser les évolutions contemporaines. Une meilleure connaissance du passé de l'Argentine peut s'avérer un antidote précieux contre les visions prospectives annonçant l'entrée dans une nouvelle époque, par exemple celle ouverte par la Caja de conversion, qui serait sans relation avec les régularités antérieures

Le rapport salarial : instabilité et conflits

Les années 1989-2001 ont été marquées par de nombreux changements institutionnels et de règles en matière d'emploi, de travail et de couverture sociale. Très généralement, on peut les interpréter comme traduisant une déconstruction de la plupart des éléments protecteurs des salariés (Neffa, 2004). Mais ce mouvement s'inscrit dans un renversement du pouvoir de négociation des salariés qui se manifeste dès le milieu des années 1970 : la crise du modèle d'industrialisation par substitution d'importations pousse à la restructuration des firmes, dans un contexte où l'emploi industriel se réduit. En un sens, les années 1990 sont le point culminant d'évolutions qui se manifestent dès 1976 (Penalva, 2004). Une étude rétrospective portant sur la période 1932-2001 fait ressortir la vigueur et la répétition des conflits du travail, et l'alternance de phases favorables tantôt aux entreprises, tantôt aux salariés (Feliz, Perez, 2004).

L'évolution comparée du salaire réel et de la productivité apparaît comme un bon indicateur de l'état des relations capital/travail : tantôt le salaire réel croît plus vite que la productivité (de 1943 à 1945 ou de 1974 à 1983), tantôt c'est le cas de la productivité qui anticipe sur les salaires (de 1956 à 1973 puis de 1991 à 2001). Néanmoins la nouveauté de la période contemporaine tient

à la stagnation à moyen terme du salaire réel sur un ensemble de la dernière décennie, alors que les tendances de la productivité se redressent significativement.

L'analyse du travail et du rapport salarial confirme donc l'un des grands traits de l'histoire argentine : la violence des conflits de classe et l'instabilité économique qui en résulte. En un sens, l'expansion des années 1990 débouche aussi sur le violent retournement des années 2000 et, la faiblesse des garanties protégeant le travail explique que le coût de la crise soit spécialement élevé pour les salariés. Le mouvement de déréglementation sociale s'avère beaucoup plus marqué en Argentine que dans les pays européens par exemple, ne serait-ce que par ce que cette violence s'inscrit dans une longue histoire de conflits du travail.

La fiscalité, révélateur des compromis sociaux

Dans ce domaine au contraire, les spécialistes de la fiscalité insistent sur la permanence des problèmes que rencontre la gestion de la fiscalité et des dépenses publiques en Argentine (Gaggero, 2004). En effet, à la suite de Joseph Schumpeter, on peut lire dans l'histoire fiscale les caractéristiques de la société : sa structure sociale, son organisation politique, l'état d'esprit de la population. En l'occurrence, c'est un Etat minimal, comparable à celui du Chili, qui s'observe dans l'histoire longue, mais aussi dans les années 1990, lorsque la convertibilité introduit des contraintes supplémentaires quant à l'autonomie de la politique économique.

La capacité à recouvrer l'impôt est faible, car la fraude fiscale est apparemment importante. De plus, c'est l'impôt indirect qui joue un rôle déterminant, les revenus des personnes et les patrimoines n'étant que très faiblement taxés. Le partage de la responsabilité fiscale entre divers niveaux de gouvernement n'est pas pour faciliter la conduite de la politique économique. Enfin, le système fiscal apparaît avoir un rôle régressif sur la distribution des revenus et induire des politiques macroéconomiques procycliques. Il n'est dès lors pas surprenant que les gouvernements argentins soient mal armés pour répondre aux problèmes économiques émergents, la capacité de gestion de l'administration fiscale étant limitée. Tous ces éléments ont joué un rôle dans l'évolution des années 1990. Elles marqueraient non pas un retour de gouvernements populistes dépensiers, mais plutôt la relative impuissance d'un Etat, reflet de compromis institutionnalisés en faveur d'une fiscalité minimale.

Une difficile insertion internationale

L'inscription dans l'histoire longue fait ressortir un troisième trait caractéristique : une persistante difficulté de l'économie argentine à s'insérer dans le flux des échanges internationaux, ce qui implique le retour de crises de balance des paiements qui à leur tour compromettent l'établissement d'un régime de croissance. A cet égard, l'Argentine n'a jamais enregistré de performances comparables à celles des économies de même type, même à l'époque de plus grande efficacité de la stratégie de substitution d'importations (Lopez, 2004). Ces difficultés récurrentes tiennent à la conjonction de multiples facteurs liés à l'absence d'entrepreneurs Schumpétériens, à l'aversion pour le risque de la société, à la recherche de rentes plus que de bénéfices tirés de l'innovation, à la faiblesse des dépenses de recherche et développement du secteur public, et des phénomènes d'apprentissage technologique. En conséquence, dans la période 1960-1975, l'Argentine était parmi les plus fermées de toutes les économies.

La période 1976-2003 est marquée par la tentative de contrecarrer les tendances antérieures en promouvant la réduction des tarifs douaniers, l'ouverture aux multinationales, l'accès aux technologies modernes, sans que pour autant soient bouleversées les structures de la spécialisation de l'Argentine (Musacchio, 2004). Les exportations continuent à dépendre pour l'essentiel de produits primaires, de produits énergétiques et de produits des industries agricoles et

alimentaires, les produits manufacturiers proprement dits ne représentant que 30 % des exportations en 2002. Cette inertie dans l'insertion internationale est aussi responsable d'une politique économique de type « stop and go ». N'est-ce pas un profil de même type que l'on observe dans les années 1990 ?

Il est légitime d'invoquer dans ce cas une forte dépendance par rapport au chemin, qui continue à se manifester même après le choc de la convertibilité. A la lumière de cette mise en perspective, il n'est pas tout à fait surprenant d'observer que la croissance des exportations qui avait été remarquable de 1993 à 1997, s'interrompt ensuite, phénomène qui se trouve être l'une des origines de la crise ouverte en décembre 2001 (Kalantzis, 2004a). En effet, la plupart des facteurs inhibiteurs de l'innovation demeuraient après la politique d'ouverture et de libéralisation : recherche des rentes du secteur abrité plus que renforcement du secteur exposé, destruction ou érosion de la compétence des PME, apport de technologies modernes par les multinationales sans diffusion notable au reste du tissu industriel (Lavarello, 2004), faiblesse des dépenses publiques de recherche et développement.

1976 : une date charnière

Un grand nombre d'auteurs, étudiant des champs différents, sont conduits à faire de l'année 1976 une date charnière. C'est le cas pour les travaux d'histoire économique (Rapoport, 2004), mais aussi de ceux qui s'intéressent au rapport capital/travail (Feliz, Perez, 2004), à la spécialisation internationale (Musacchio, 2004). En fait, la date de 1976 est essentielle dans la quasi-totalité des champs qu'ils soient politique, social ou économique. Le coup d'état militaire vise à enrayer les tendances défavorables apparues du fait du relatif succès de la substitution d'importations et du pouvoir de négociations qu'acquière ainsi les salariés, du fait du dynamisme de la croissance (Feliz, Perez, 2004). C'est aussi la date du renversement de la législation du travail et de la couverture sociale : alors que précédemment, le but était d'institutionnaliser une variante de rapport salarial fordiste, ensuite ce statut est révisé dans le sens d'une plus grande flexibilité et de l'intensification des mécanismes concurrentiels (Neffa, 1998).

En matière économique, c'est à partir de 1976 que les gouvernements cherchent à passer d'un modèle de substitution d'importations à un autre tiré par les exportations. D'une certaine manière, cette stratégie est poursuivie jusqu'en 2000, au-delà même d'une grande variété de conjonctures macroéconomiques, successivement marquées par l'hyperinflation puis la stabilisation monétaire, voire une légère déflation. Les piètres performances enregistrées sur la période de 1975-1990 montrent bien la difficulté de la tâche : l'emploi industriel se contracte au rythme annuel de 3,6 %, la production industrielle au rythme de 1,3 %, le PIB étant sensiblement stagnant (Miotti, Quenan, 2004). La période 1991-2000 marque une rupture institutionnelle majeure mais persiste la tendance à la contraction de l'emploi industriel (- 4,1 %) mais la nouveauté de la période tient au fait que la productivité atteint des niveaux sans précédent (6,3 %) et que la croissance du PIB (4,2 %) est tirée par la tertiarisation. De même, la complète déconnexion du salaire réel quasiment stagnant par rapport à l'explosion de la productivité (Miotti, Quenan, 2004 : graphique 1) ne fait qu'actualiser le projet conçu en 1976 qui impliquait la rupture avec une logique fordienne qui était apparue sur la période 1956-1974 (Feliz, Perez, 2004 : graphique 4).

On pourrait même risquer une analogie : la convertibilité définirait une violence symbolique, possible réédition sur le mode mineur de la violence du coup d'état de 1976, qui continuerait ainsi à marquer l'Argentine (Blaum, 2004).

Rapports sociaux et institutions, pas seulement le marché

Si dans leur majorité les économistes font du marché la forme cardinale, si ce n'est exclusive, de coordination, pour leur part les institutionnalistes insistent sur le fait que les marchés sont aussi des institutions, que leur capacité de régulation n'est pas absolue et qu'en conséquence d'autres institutions sont nécessaires et complémentaires (Hollingsworth, Boyer, 1997). Dès lors, les crises économiques ne résultent plus de quelques imperfections de la concurrence sur les marchés mais beaucoup plus vraisemblablement de l'incohérence du mode de régulation associé à la conjonction d'un certain nombre de compromis institutionnalisés. Ce point de vue est éclairant pour l'analyse de l'Argentine.

La monnaie médiation sociale

Si pour la vision néoclassique, la monnaie, essentiellement neutre, est le simple intermédiaire des échanges, pour les institutionnalistes, c'est fondamentalement la médiation sociale d'une économie marchande. Cette médiation fait intervenir de façon essentielle l'ordre politique, qui institue et légitime la monnaie disposant d'un pouvoir libérateur sur l'ensemble d'un territoire. La monnaie sert aussi de médiation dans l'ordre domestique et c'est une caractéristique qui aide à comprendre certains traits de la crise monétaire argentine, que les autres conceptions de la monnaie ne parviennent pas à expliquer (Sbatella, 2004).

Pour les économistes du FMI, l'émission de titres publics provinciaux circulant comme des monnaies est un facteur de crise dans la mesure où les dépenses des provinces seraient accrues au-delà des ressources fiscales dont elles disposaient. L'interprétation inverse serait plus juste : la récession qui se déroule à partir de 1998 réduit les ressources fiscales alors que les dépenses sociales du gouvernement central s'accroissent du fait de la montée du chômage et de la paupérisation (Gaggero, 2004 : table 1). Mais compte tenu des limites du déficit public nécessaire à la crédibilité de l'Argentine, la croissance de ses dépenses s'avèrent supérieure à celle des besoins correspondants. Ce sont les provinces qui, sous la pression des mouvements sociaux, décident d'émettre des titres publics qui sont alors utilisés comme moyens de circulation. La fragmentation de l'espace monétaire national est donc la conséquence de la crise, non pas son origine. Loin de déclencher un processus inflationniste, les *patacones* et autres monnaies provinciales limitent la récession tout en atténuant pour partie les tensions sociales liées au chômage et à la paupérisation (Chiodi, 2003).

Ainsi, l'expérience argentine révèle l'extrême faiblesse de la théorie monétaire néoclassique et montre au contraire l'intérêt d'une approche institutionnaliste qui analyse la monnaie comme médiation sociale entre les sphères économique, politique et domestique. La crise monétaire résulte de l'impossibilité qu'a une seule monnaie de remplir cette fonction dans les trois sphères. La monnaie emblématique de l'espace économique, celui de l'accumulation, serait le dollar, ce qui éclaire la stratégie de dollarisation. La monnaie expression de la souveraineté politique serait le peso, ce qui rend compte de la stratégie de pesification adoptée par le Président Kichner. Enfin, les monnaies provinciales furent créées pour répondre aux besoins de l'espace domestique. Leur résorption et le plan *jefes y jefas* témoignent de la recomposition sur l'espace national du rôle de médiation de la monnaie et du budget entre l'espace politique et domestique. Le fait que, à l'été 2004, le problème de la dette extérieure de l'Argentine n'ait pas encore trouvé de solution souligne que la fonction proprement économique, fondamentalement transnationale du peso n'est pas encore acquise. Cette interprétation est une invitation à poursuivre les recherches sur la monnaie en termes de médiation sociale (Théret, 1999) ou encore de souveraineté et de légitimité (Aglietta, Orléan, 1998 ; 2002).

La faible capacité d'innovation : la conséquence des incitations véhiculées par les institutions

Avec l'essor d'une nouvelle vague technologique, les économistes ont prêté une plus grande attention à la théorie schumpétérienne de l'innovation comme source de la croissance. Utile contrepoint à la théorie néoclassique, cette approche véhicule néanmoins un déterminisme technologique en vertu duquel à tout système d'innovation correspondrait une configuration institutionnelle bien précise. Ainsi, la production des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) devrait-elle requérir du capital risque privé, des stocks option, un marché boursier spécialement réservé aux introductions de jeunes pousses et surtout un marché du travail concurrentiel. Une analyse des économies les plus performantes en matière de NTIC montre que cette configuration n'est que l'une parmi les trois qui ont fait leurs preuves en matière de dynamisme économique: les deux autres sont constituées par celui des petites économies ouvertes social-démocrates et par les pays en rattrapage (Boyer, 2004). En quelque sorte, le cadre institutionnel détermine pour partie la direction et l'intensité de l'innovation, sans pour autant nier la causalité inverse.

Cette conception s'applique à l'Argentine et explique la difficulté de ce pays à mieux s'insérer dans la division internationale du travail. En effet, comme on l'a déjà mentionné, nombre d'institutions ont été façonnées à l'époque du régime rentier puis de celui de substitution d'importations. En conséquence, l'esprit rentier est plus fréquent que le dynamisme entrepreneurial, la recherche de la sécurité de placements en dollars sur des marchés financiers internationaux plus répandue que la prise de risque en matière d'innovation (Lopez, 2004 : 8-9). Comme par ailleurs l'instabilité politique introduit une grande incertitude en matière d'orientation de la politique économique, il est peu probable que s'impose l'horizon long nécessaire à une stratégie d'innovation. De plus, le fait qu'une prime de risque importante implique des taux d'intérêt réels élevés n'est favorable ni à l'investissement productif, ni à l'investissement en recherche et développement et même à l'investissement dans le capital humain.

De même le choix d'une ouverture aux entreprises multinationales s'explique par la volonté de rejoindre la frontière technologique mondiale, mais cette stratégie n'est pas sans conséquence négative. D'abord d'un point de vue empirique, les compétences technologiques tendant à circuler à l'intérieur même des multinationales sans se diffuser au tissu industriel local (Lavarello, 2004 : cuadro 4). Ensuite et surtout, il faut prendre en compte la destruction des compétences des PME argentines du fait de l'ouverture internationale, cet effet négatif pouvant dans certains cas l'emporter sur les effets positifs de l'ouverture (Albornoz, 2004). De plus, l'analyse des performances de firmes exportatrices suggère que la stimulation liée à l'ouverture internationale n'est pas d'une ampleur telle qu'ait pu s'amorcer dans les années quatre-vingt-dix, un cercle vertueux de croissance tirée par les exportations (Albornoz, Espanol, Kalantzis, 2004). Bref, la faiblesse de l'innovation serait largement la conséquence du cadre institutionnel argentin et non une cause purement exogène des difficultés de l'économie argentine.

La concentration du pouvoir économique : un obstacle à l'émergence de modes de régulation

L'histoire argentine telle que la retracent différents auteurs du présent ouvrage confirme une conjecture avancée par certaines recherches récentes en matière d'analyse des relations entre le politique et l'économique. Dans le cas de l'Italie, il a pu être montré que l'exclusion durable des salariés du bloc politique au pouvoir avait conduit à des choix de politiques économiques poussant le déficit public pour satisfaire les intérêts des rentiers et des entrepreneurs, jusqu'au point où la montée des taux d'intérêt fait éclater l'alliance de ces derniers (Palombarini, 2001). Des simulations suggèrent que si les salariés avaient été partis prenantes à la définition de la politique économique, la crise de 1992, qui voit l'éclatement du système politique dominé par la démocratie chrétienne, ne serait pas intervenue. Une meilleure représentation des divers groupes

d'intérêt économiques et politiques pourrait être une condition de viabilité d'une mode de régulation.

Mutatis mutandis on peut sans doute appliquer ce schéma à l'Argentine (Palombarini, 2004) lorsque l'on note la concentration du pouvoir économique, et l'exclusion durable, semble-t-il, des salariés des gouvernements qui se succèdent depuis 1976. On est en effet frappé par la fragilité d'une coalition politique qui aurait cherché à imposer, par la voie démocratique, la convertibilité, tant les conséquences de ce régime monétaire finissent, à terme, par être défavorables pour la grande majorité de la population (Gaggero, 2004). Selon cette interprétation, la crise argentine ne tiendrait pas à des erreurs manifestes de politique économique dans la gestion d'un régime de croissance bien établi, mais à l'incapacité d'établir des compromis institutionnalisés compatibles avec l'émergence d'un nouveau régime conforme aux stratégies libérales.

Les relations de pouvoir dans l'économie et le politique

En effet, un trait commun à la plupart des auteurs du présent ouvrage n'est autre que la prise en compte des interactions entre les sphères économiques et politiques et une interprétation de la trajectoire argentine qui ne se limite pas aux seuls aspects économiques. Les relations d'emploi, l'organisation de la concurrence, le régime monétaire et le système fiscal sont l'expression de décisions politiques qui jouent un rôle déterminant dans les enchaînements économiques, y compris les piètres performances de l'Argentine depuis les années cinquante.

L'instabilité de la relation salariale : une question politique

Ainsi, le fait que les relations entre évolution du salaire réel et dynamique de la productivité soient aussi instables depuis plus d'un demi siècle, témoigne de l'incapacité des entreprises, des salariés et de l'Etat à nouer un compromis codifiant des règles de gestion de la relation salariale. La période péroniste tente une alliance entre le mouvement ouvrier et les entreprises, sans que cette stratégie ait le temps de faire émerger un régime de croissance fordiste, c'est-à-dire dans lequel la croissance du revenu salarial va de pair avec la production de masse (Neffa, 1998). Le contraste est frappant avec les pays européens, le Japon et même les États-Unis : ce pays, pourtant marqué par une tradition conservatrice libérale, avait été contraint par la sévérité de la crise de 1929 à codifier une forme du rapport salarial, plus favorable aux salariés, en termes de progression du salaire, de couverture sociale et de garantie juridique. En Argentine, les conflits de classe se répètent mais ne débouchent pas sur les compromis qui auraient pour propriété d'une part de canaliser les revendications des salariés et d'autre part de donner naissance, au plan microéconomique à une forme viable d'organisation des entreprises, au plan macroéconomique à un régime d'accumulation à peu près cohérent.

La caja de conversion (CC) : un coup de force

Les économistes néoclassiques interprètent le plus souvent le choix de la convertibilité comme l'expression d'un choix essentiellement technique, celui d'un régime de change fixe, perçu comme l'une des rares méthodes pour enrayer l'hyperinflation. En théorie monétaire, les discussions tournent autour d'une question : est-ce que la convertibilité est susceptible de réduire la volatilité réelle de l'économie argentine ? Comme le canal financier l'emporte sur le canal commercial dans la transmission des chocs internationaux et du fait que les cycles argentins sont plutôt corrélé positivement avec ceux du reste du monde, l'adoption de l'arrimage au dollar serait *a priori* favorable à la stabilisation de l'économie (Carrera, Panigo, Feliz, 2000). Pourtant les corrélations en cause sont instables de sorte qu'il est difficile d'y voir un argument fort en faveur d'un *currency board* ou d'une dollarisation.

En fait, ce choix d'un ancrage sur le dollar témoigne de la volonté d'importer de l'extérieur une crédibilité monétaire, que les responsables politiques Argentins sont incapables de fournir, prisonniers qu'ils sont de l'héritage institutionnel et du pouvoir économique des groupes dominants (Blaum, 2004). Mais précisément, la *Caja de conversion* n'est donc pas un dispositif purement technique, puisque c'est l'instrument d'une stratégie politique qui en fait vise à soumettre l'ensemble des autres formes institutionnelles au régime monétaire et à l'ouverture à la concurrence internationale.

On pourrait être tenté de voir dans la décision de convertibilité l'équivalent du coup d'Etat de 1976. Mais au lieu d'utiliser directement le pouvoir de coercition de l'Etat pour discipliner, par exemple les salariés, c'est la contrainte monétaire qui se charge de déstabiliser la configuration antérieure du droit du travail. Il n'est donc pas excessif de parler de coup de force, à propos de la convertibilité (Gaggero, 2004). On mesure les différences avec les théories monétaristes qui postulent une neutralité de la monnaie, alors même que les politiques suivies par les banquiers qualifiés à la suite de Rogoff de conservateurs, visent effectivement à discipliner les responsables politiques en matière budgétaire et fiscale et à promouvoir une « flexibilisation » du contrat de travail. Au nom de la défense de la stabilité monétaire, bien public essentiel, ces banquiers ont aussi un rôle dans la promotion d'organisations et d'institutions compatibles avec cet objectif. Si le banquier central keynésien gérait au mieux le compromis fordiste en s'accommodant d'une inflation modérée, le banquier central conservateur qui émerge dans les années quatre-vingt-dix, tient le plus grand compte des intérêts des institutions financières (Blinder, 1998).

Ce rôle des banquiers centraux dans la réorganisation des formes institutionnelles se retrouve dans l'histoire américaine, lorsque Paul Volker relève brutalement les taux d'intérêt et fait ainsi pression sur les firmes pour contourner et renégocier le compromis fordiste. La banque centrale européenne n'est pas en reste, car ses communiqués ne cessent de blâmer la rigidité des marchés du travail et le caractère excessif des déficits publics. C'est pourtant en Argentine que l'expression « la violence de la monnaie » prend tout son sens.

Les privatisations : une analyse en termes d'économie politique

Le rôle du politique est tout aussi important pour comprendre le processus de privatisation. En effet tous les observateurs sont frappés par la faiblesse des dispositifs de surveillance et de contrôle mis en place pour s'assurer que la privatisation et la déréglementation produisaient bien les effets proclamés à savoir une amélioration de la qualité des services et une baisse des prix permettant un accès à ces services par une population plus importante. Les théoriciens de la régulation au sens anglo-saxon du terme (Laffont, Tirole, 1993) seraient tentés d'en déduire que les privatisations ont été mal conçues, donc que la faillite serait intellectuelle et cognitive.

Or, comme il a déjà été souligné, les biais par rapport à une stratégie tout simplement raisonnable à défaut de complètement fondée en rationalité sont trop systématiques pour ne pas correspondre à un projet différent de celui de la promotion de l'efficacité (Azpiazu, Schorr, 2004). Les multinationales étrangères bénéficient de la fixation d'un prix maximal qui leur permet de conserver les gains de productivité sans les redistribuer à la clientèle. Elles se voient garanties des prix indexés sur l'inflation américaine et le retard dans la renégociation des contrats leur ouvre une source de profit supplémentaire...jusqu'en décembre 2001, date à laquelle l'effondrement de l'économie argentine conduit à une remise en cause complète des principes de fixation des prix..

En fait, plus que de modèle principal/agent ou de formalisation en termes d'économie industrielle, ce sont des approches en termes d'économie politique de la privatisation que l'exemple argentin appelle.

II. L'APPORT DE LA THEORIE DE LA REGULATION A LA COMPREHENSION DE L'ARGENTINE

Clairement, cette approche se situe dans l'ensemble des théories institutionnalistes qui se sont considérablement développées au cours des quinze dernières années. Sur de nombreux points, les auteurs régulationnistes obtiennent des conclusions comparables, si ce n'est identiques à celles inspirées par les divers courants institutionnalistes entendus au sens large. Pourtant apparaissent certaines conclusions plus spécifiques, car la théorie de la régulation cherche à éclairer les évolutions contemporaines par une mise en perspective historique longue, elle accorde la plus grande attention aux interactions dynamiques entre sphères politique et économique. La théorie de la régulation se présente comme une théorie des crises dont elle distingue plusieurs types : elle est donc relativement bien équipée pour analyser la succession des crises argentines (Paniigo, Torija Zane, 2004). Enfin, face à la crise monétaire de 2001, les avancées récentes de la théorie concernant le statut de la monnaie livrent un éclairage intéressant.

Plus qu'une stricte dépendance par rapport au chemin, la succession de régimes d'accumulation et de modes de régulation

Deux approches du temps historique se partagent les recherches contemporaines. D'un côté, des historiens économistes (Braudel, 1979) comme des théoriciens de l'économie monde (Wallerstein, 1999), supposent l'existence de cycles longs d'une durée approximative d'un demi-siècle faisant alterner une longue phase d'expansion puis une dépression durable. D'un autre côté, des historiens et des politologues ont emprunté aux spécialistes du changement technique (Arthur, 1994) l'idée d'une dépendance par rapport au chemin ou au passé, hypothèse en vertu de laquelle les sociétés seraient caractérisées par une extrême inertie de leur architecture technologique, économique et institutionnelle. Dans l'un et l'autre cas, prévaut un déterminisme quasi cinématique, à travers lequel sont éliminées la plupart des contingences, en dehors de la période de fondation des institutions ou d'émergence des technologies.

On trouve trace de ces deux conceptions dans les analyses de l'Argentine. L'alternance de phase de croissance rapide et d'optimisme puis de retournement brutal et d'extrême pessimisme est une caractéristique bien connue des Argentins. En témoigne par exemple l'évolution du revenu par tête exprimé en dollar (Carrera, 2004, graphique 8). Par ailleurs, pour nombre d'observateurs lointains et inattentifs, l'Argentine semble frappée d'une malédiction fondatrice dont on retrouverait trace dans chacune des crises.

La théorie de la régulation ne récuse pas nécessairement l'idée de trajectoires historiques contrastées selon les pays (Boyer, Saillard, 2002, p. 570) mais elle distingue deux degrés de persistance. Une trajectoire au sens faible est caractérisée par la permanence de processus d'ajustement invariant propre à un mode de développement. Par opposition, une trajectoire au sens fort manifeste l'existence de régularités qui transcende la succession des modes de développement. Par exemple, les trajectoires du capitalisme américain et française se distinguent durablement, au-delà même de la succession des régimes d'accumulation : intensif sans puis avec consommation de masse.

On trouve matière à confirmer cette problématique à propos de l'Argentine (Neffa, 1998 ; Miotti, Quenan, 2004 ; Feliz, Perez, 2004 ; Lopez, 2004 ; Musacchio, 2004). Tous ceux des chapitres qui procèdent à une mise en perspective historique reconnaissent la variété des régimes économiques qui se sont succédés depuis le XIX^e siècle. A très grands traits, au mode de développement rentier primaire exportateur du XIX^e siècle, succède à partir des années trente, un mode de développement intensif bâti sur une stratégie de constitution du marché intérieur, selon

un mécanisme de substitution d'importations. Dans les années 1970, ce mode de développement entre en crise et s'ouvre une période qui se prolonge jusqu'en 2001 et qui est marquée par la recherche, difficile pour ne pas dire désespérée d'une croissance intensive alimentée par l'ouverture internationale et la tentative de développement des exportations. A cet égard, la crise actuelle se caractérise par l'incertitude du mode de développement implicite aux mesures de redressement prises à partir de 2002. Au demeurant, les crises prennent des formes spécifiques dans chacune de ces configurations, ce qui est une autre confirmation de la diversité des modes de développement, puisqu'en conformité avec l'Ecole des Annales, « les économies ont les crises de leurs structures » (Panigo, Torija-Zane, 2004).

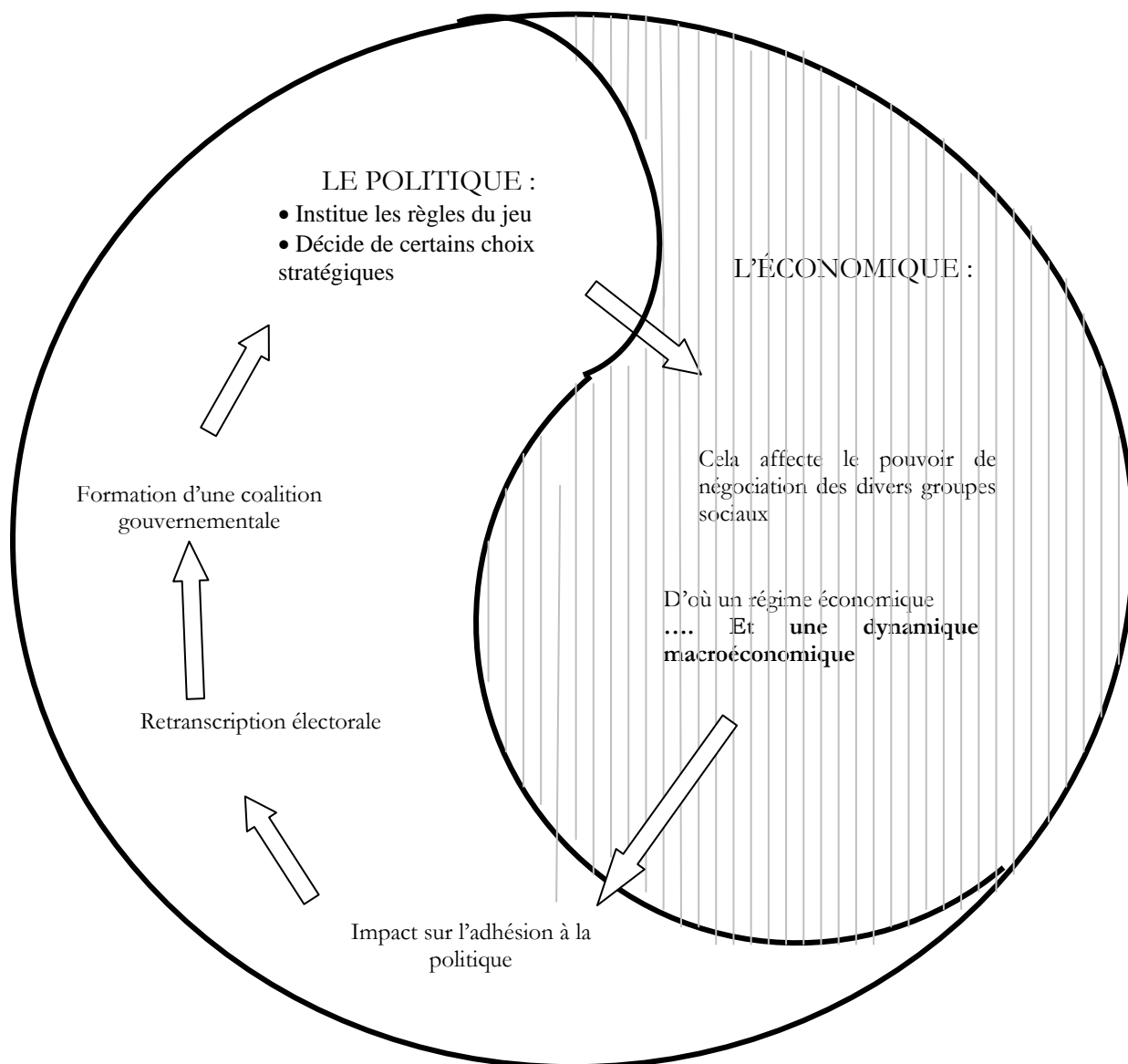
Pourtant, à l'échelle séculaire, apparaissent certains traits communs qui transcendent les divers régimes économiques : difficulté permanente d'insertion dans l'économie mondiale, instabilité politique, faiblesse de l'administration et de l'Etat, prédominance d'un esprit rentier sur un esprit d'entrepreneur à la Schumpeter. Mais il ne suffit pas d'invoquer ces permanences pour produire une analyse pertinente et circonstanciée de la crise ouverte en 2001.

Les liens croisés entre politique et économie

Ces liens ont déjà été mentionnés mais ils prennent une forme particulière dans les recherches régulationnistes. En effet, les travaux les plus récents ont mis à jour un paradoxe : la plupart des institutions qui sont à la base d'une économie capitaliste et qui lui permette de fonctionner ont une origine extra économique, le plus souvent politique. C'est le cas de la monnaie, condition permissive de l'échange marchand mais qui n'est pas créée à la seule initiative des acteurs économiques mais pour les besoins de financement de l'Etat (Aglietta, Orléan, 1998). De même, les droits de propriété, si essentiels pour les analyses néoinstitutionnalistes contemporaines du capitalisme, appellent l'existence d'un Etat capable d'édicter le droit et de le faire respecter. Ou encore, le maintien d'un minimum de concurrence ne peut être assuré par les entreprises elles-mêmes mais suppose des autorités publiques en charge de maintenir la discipline du marché (Boyer, 2004b). La politique économique elle-même est à l'intersection des préoccupations politiques (obtenir le soutien du gouvernement par l'opinion publique, ou tout au moins ne pas le détériorer) et de considérations économiques (répondre aux attentes des groupes sociaux économiques et résorber les déséquilibres et conflits qui ne cessent d'émerger au sein d'une économie de marché) (Théret, 1999 ; Palombarini, 2001).

Cette approche est importante pour l'analyse de l'évolution argentine. D'une part, les changements de coalition politique et les coups d'Etat ont été les vecteurs de changements dans les formes institutionnelles, qui ont conditionné à terme le mode de développement. D'autre part, les déséquilibres du mode de développement font retour sur la sphère politique, ce dont la crise ouverte en décembre 2001 donne un exemple frappant. L'apport de la théorie de la régulation est de montrer que le temps du politique n'est pas celui de l'économique, encore moins celui de la finance. Ces échelles de temps différentes sont au cœur de la dynamique des sociétés contemporaines (figure 1).

Figure 1 – Une interaction dynamique entre politique et économique



Une première possibilité de crise, l'incohérence d'un mode de régulation / régime d'accumulation

Cette problématique éclaire certains épisodes clés de l'histoire de l'Argentine. En effet, des crises et des conflits émergent des compromis institutionnalisés portant respectivement sur le travail, la monnaie, les relations État-économie ou encore l'insertion internationale. Dès lors, que ces compromis sont négociés indépendamment les uns des autres, ou tout au moins sans pouvoir anticiper l'influence qu'ils exercent les uns sur les autres, la viabilité du régime correspondant est toujours problématique.

La stratégie péroniste ne suffit pas à établir un régime fordiste

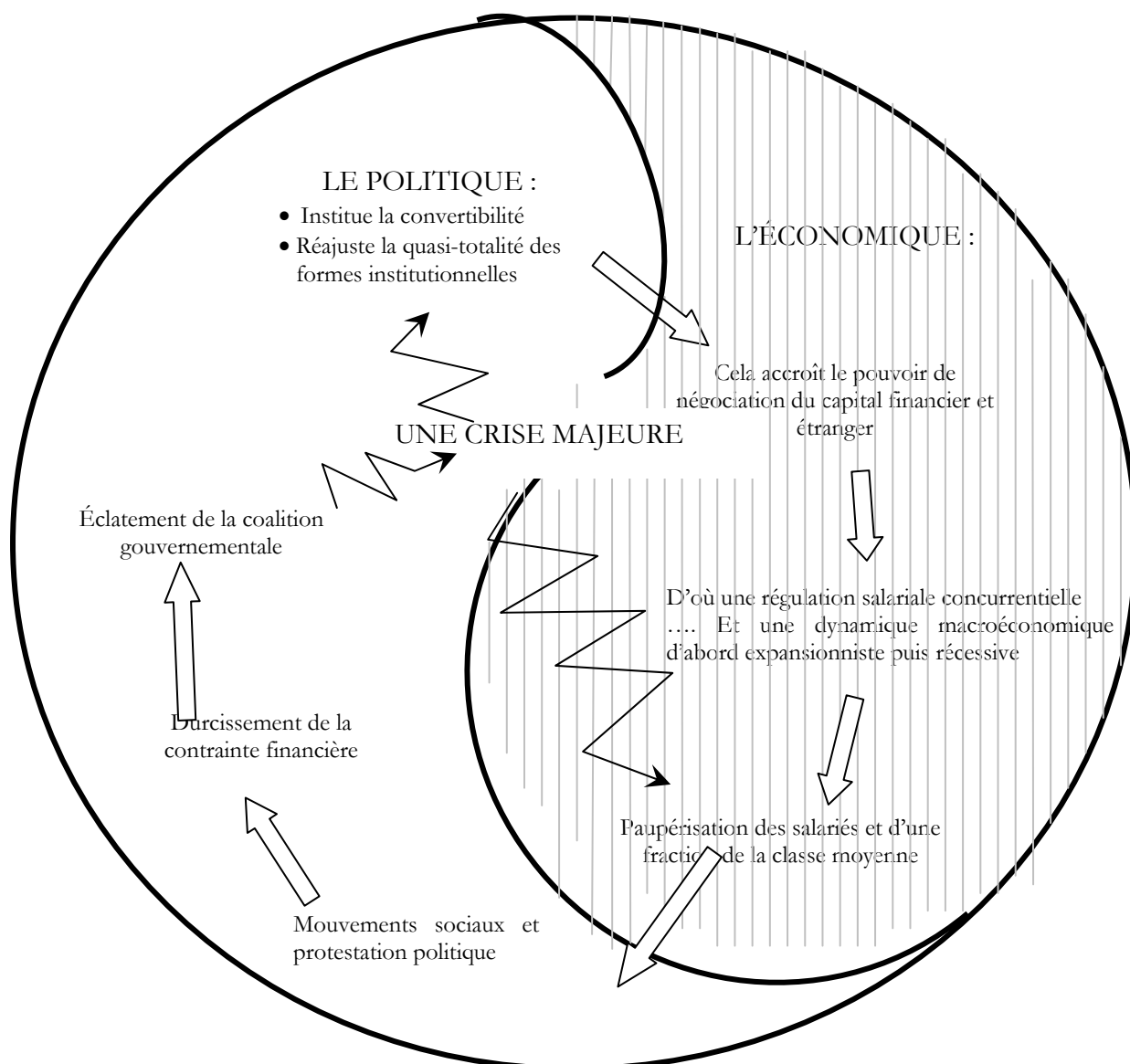
La confrontation des premiers travaux régulationnistes a fait apparaître un résultat central. Si l'on devait dater les modes de régulation et régimes d'accumulation à partir des déclarations des gouvernements et des grandes dates en matière d'*institutionnalisation* du rapport salarial, il ferait peu de doute que le péronisme nourrisse le projet d'établissement d'un régime autocentré, finalement très proche du fordisme car fondé sur la complémentarité entre une institutionnalisation du statut du salariat industriel et une modernisation du secteur productif national (Neffa, 1998). Un tel régime est *a priori en rupture* avec le régime économique antérieur (Hillcoat, 1986). Pourtant, les *analyses économétriques* de la formation des salaires, des déterminants de la productivité et de l'évolution du commerce extérieur infirment l'hypothèse d'un passage à un régime d'accumulation intensive (Miotti, 1991). En effet, l'économie butte sur la contrainte du volume d'exportations, chaque fois que l'accélération de la croissance appelle un regain d'importations. Il semblerait donc que le *fordisme imaginé* par les gouvernements péronistes n'ait pas eu le temps de s'établir, débouchant finalement sur le tournant majeur de 1976. Ainsi toutes les stratégies n'ont pas vocation à déboucher sur un régime d'accumulation viable.

Le ménémisme : adhésion au consensus de Washington mais non bouclage du régime de croissance

Mutatis mutandis, c'est ce même enseignement général que livrent les années 1990, alors même que le régime économique visé est bien différent, puisqu'il vise précisément à surmonter les limites des stratégies de type péroniste. Dans l'ordre de la rhétorique, la politique suivie par les gouvernements ménémistes satisfait en tout point les réquisits du consensus de Washington : ouverture rapide et presque complète à la concurrence internationale, privatisation, déréglementation sociale, Etat frugal, modernisation du système financier. Autant de prémisses qui auraient dû garantir le succès et l'établissement d'un régime de croissance intensif alimenté par le dynamisme des exportations et de l'afflux d'investissements directs. Mais à nouveau, le temps du projet politique n'est pas celui de la transformation des spécialisations, de l'organisation productive, des modes de vie. En fait, cette transformation en direction d'une régulation concurrentielle (équivalent d'un étalon-or et atomisation de la concurrence sur le marché du travail) a d'abord des effets favorables, grâce à l'afflux de capitaux, mais vient très vite butter sur une contraction de l'appareil productif exposé à la concurrence internationale et à une lente érosion des classes moyennes, support de la coalition politique qui était à l'origine de la convertibilité.

La particularité de l'Argentine tient alors à la simultanéité du blocage économique lié à l'impossibilité de poursuivre la politique d'endettement externe et à la montée des protestations et à la disparition rapide du soutien au gouvernement (figure 2).

Figure 2 – L'écart entre projet politique et viabilité d'un mode de développement : l'Argentine



De nombreux signes annonciateurs de difficultés majeures étaient apparus dans la seconde moitié des années quatre-vingt-dix. Comment expliquer qu'ils n'aient pas suscité une révision de la politique de convertibilité ? Comme le suggère certains auteurs (Carrera, 2004 ; Palombarini, 2004) l'adoption de la convertibilité n'était pas sans avantages pour le gouvernement argentin (tableau 1). C'était un moyen d'arrêter l'hyperinflation, la surévaluation du peso s'avère d'abord favorable à la croissance de la consommation, les représentants du FMI finissent par soutenir la stratégie argentine au-delà des doutes que continuent à exprimer les analystes et connaisseurs de l'Argentine, enfin les multinationales européennes et américaines trouvent leur compte dans ce régime. De nombreuses autres raisons plaident aussi pour cette décision, au-delà même des difficultés qu'elle est supposée créer à terme. Il suffit d'ailleurs de considérer que les hommes politiques ont un horizon court (celui des prochaines élections, des sondages,...) pour que cette décision – potentiellement dangereuse – soit adoptée en toute rationalité politique.

Tableau 1 – La convertibilité : des coûts économiques considérables à terme, mais des avantages politiques multiples

	Des sources de fragilité aisément détectables	Et pourtant elle fut adoptée et maintenue
Facteurs structurels	1. Articulation à l'économie américaine : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Très faibles liens commerciaux ▪ Des liens surtout financiers ▪ Des tendances de la productivité divergentes 	1. Moyen d'arrêter l'hyperinflation 2. Des résultats d'abord favorables : croissance de la consommation 3. Ces limites sont perçues par certains <i>analystes</i> du FMI, mais soutien <i>politique</i> après 1997 4. Gains des multinationales du G7 : rendements élevés, absence de risque de change
	2. Pas de substitut aux dévaluations <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les gains de productivité ne sont pas à la hauteur des besoins d'ajustement ▪ Une pression forte sur les salaires est nécessaire 	5. Faiblesse des débats de politique économique dans le monde académique 6. Primauté des secteurs concentrés dans la représentation politique 7. Dépendance vis-à-vis des Etats-Unis du référentiel de politique économique
Problèmes d'ajustements conjoncturels	3. Perte du taux de change et de la politique monétaire comme instruments 4. La politique fiscale devient procyclique	8. Organisation des médias 9. Coût croissant, en terme de légitimité, de l'abandon de la convertibilité

Une autre source de crise : la finance déborde le champ du politique.

Comme cela vient d'être mentionné, la crise de décembre 2001 n'a pas que des causes internes puisqu'elle se manifeste par le défaut de paiement de la dette publique. Ce trait n'exprime pas l'insoutenabilité d'une politique budgétaire laxiste mais souligne les dangers de la financiarisation pour une économie ne disposant pas d'une autonomie en matière d'intermédiation financière et soumise à l'afflux et au reflux de capitaux internationaux à la recherche de rendement élevés. En l'occurrence, l'Argentine livre l'équivalent d'une expérience de laboratoire concernant les charmes et les dangers de la financiarisation (Bleger, 2004).

En effet, lorsque l'on compare le taux d'endettement public rapporté au PIB de l'Argentine, à celui du Japon ou de l'Italie, le pronostic naïf serait d'anticiper l'effondrement de l'économie nipponne, italienne mais pas argentine. Cette erreur de pronostic tient en la non prise en compte du fait que la dette publique japonaise et italienne est quasi exclusivement portée par les épargnants domestiques et libellée en yen ou euro, alors la plus grande partie de la dette argentine est exprimée en dollar et détenue par des non résidents. En conséquence, l'Argentine se trouve fragilisée par rapport à tout choc défavorable, en tout premier lieu une dévaluation brutale du peso. De plus, la dette publique est soumise au jugement permanent de la communauté financière internationale qui intègre dans la prime de risque la probabilité d'une remise en cause de la convertibilité.

Ainsi une autre source de la crise argentine tient à l'extraversion de l'intermédiation financière, qui échappe très largement au pouvoir de contrôle des autorités nationales. C'est la conséquence directe de l'abandon de la souveraineté monétaire pour mieux restaurer la crédibilité de la politique argentine. Un temps les capitaux étrangers sont attirés, mais la contrepartie de cet afflux est la possibilité qu'à tout moment ce flux se renverse et précipite la faillite d'un système financier bâti sur l'illusion d'une équivalence entre peso et dollar. Sur un mode atténué, la plupart des économies émergentes ou en voie de développement, souffrent de la même faiblesse, en quelque sorte d'un péché originel (Eichengreen, Hausmann, 1999) : faute d'institutions stables et de crédibilité dans la gestion monétaire, ces pays sont contraints de s'endetter en devise et d'assumer ainsi un risque considérable : celui lié à un effondrement de la monnaie nationale sous l'effet du reflux des capitaux.

Pour les analyses régulationnistes, cette faiblesse s'interprète comme l'expression d'une tendance fondamentale du capitalisme : l'accumulation tend en permanence à dépasser les frontières telles qu'elles sont définies par le pouvoir politique. Ce décalage entre l'espace économique et l'espace politique est porteur de crises financières majeures. Cette caractéristique est accentuée en Argentine par le fait que domine un comportement rentier, qui, à l'époque de la globalisation financière, trouve à s'exprimer en dehors de l'espace national.

Sous l'apparence du succès de la Caja de conversion, pointe la crise

L'approche régulationniste permet aussi d'expliquer ce qui est un paradoxe au sein de la plupart des autres problématiques. En effet, elles ont pour caractéristiques de faire dériver les crises d'erreurs de politique économique, ou de comportements irrationnels de la part des agents privés : dans un monde peuplé d'individus rationnels, qui aurait intérêt à adopter un comportement conduisant à faire advenir une crise ruineuse pour tous ? C'est tout simplement oublier le fonctionnement mimétique des marchés financiers qui fonctionnent selon la logique de l'opinion et c'est négliger les externalités qui caractérisent ces marchés : chacun est optimiste lorsque s'envolent les cours boursiers, tous veulent se désengager dès que le krach menace. Nul agent représentatif ou planificateur bienveillant ne vient déterminer quel serait le comportement d'investissement optimal pour la société dans son ensemble. Dès lors, chacun se fie aux signaux du marché et ces derniers contiennent de moins en moins de convention puisque personne ne veut encourir le risque d'avoir raison contre le marché (Orléan, 1999).

En la matière, l'histoire des crises financière est éclairante car elle livre un indicateur avancé des retournements et des krachs financiers (Heffer, 1976). Lorsque économistes, experts, financiers convergent tous vers l'opinion selon laquelle l'économie est entrée dans une phase sans précédent caractérisée par une croissance sans fin, légitimant des rendements financiers exorbitants, alors le retournement est proche (Boyer, 2002). Ce fut le cas pour la crise de 1929 aux Etats-Unis, l'euphorie communicative de la nouvelle économie explose à partir de 1998, c'est

encore le cas lorsque les experts internationaux, auparavant réticents sur l'expérience de la convertibilité, se rangent à l'opinion selon laquelle l'Argentine serait l'une des meilleures élèves du consensus de Washington. La multiplication des chocs défavorables que sont l'effet tequila, la crise asiatique, la crise russe, la dévaluation brésilienne, ne fait que conforter la conviction selon laquelle le régime de la convertibilité avait donc fait ses preuves et était devenu immunisé à l'égard des crises financières internationales. Et pourtant, c'est à partir de 1997 que s'amorce une dépression qui explore l'une des deux alternatives du dilemme de la convertibilité. Soit le gouvernement modère ses dépenses et son endettement et il amorce une spirale déflationniste dans laquelle il devient de plus en plus difficile de rembourser la dette privée, soit il laisse filer cet endettement mais il butte alors sur la flambée de la prime de risque (Kalantzis, 2004).

Une analyse de la crise ouverte en décembre 2001

Si beaucoup de caractéristiques de cette crise ont déjà été mentionnées, on peut ajouter trois autres traits que met en exergue la théorie de la régulation.

Basculement de la hiérarchie institutionnelle, mais non cohérence

Les auteurs (Miotti, Quenan, 2004 ; Neffa, 2004 ; Coriat, 2004 ; Boyer, 2004) convergent vers un diagnostic commun : c'est le brutal renversement de la hiérarchie des formes institutionnelles qui nourrit d'abord cette illusion d'un régime cohérent mais suscite ensuite des évolutions macroéconomiques conduisant à la crise. En effet, jusqu'aux années 1970, le rapport salarial et l'Etat constituaient les deux formes institutionnelles dominantes, le régime monétaire et de change s'adaptant en conséquence en tant que forme dominée. A partir du début des années 1990, le régime monétaire et l'insertion internationale, vecteur de renforcement de la concurrence, induisent de très fortes contraintes à la transformation du rôle de l'Etat et du rapport salarial. Mais en dépit d'une politique budgétaire finalement prudente, et de la quasi-stagnation du salaire réel, ces deux variables d'ajustement s'avèrent insuffisantes pour assurer le bouclage du régime d'accumulation. Ainsi, le basculement d'une hiérarchie institutionnelle ne signifie pas nécessairement cohérence du mode de régulation qui en résulte. En l'occurrence on retrouve la divergence de diagnostic selon que l'on procède à l'observation des transformations institutionnelles ou à l'analyse formalisée (Kalantzis, 2003 ; 2004) puis économétrique d'un régime économique (Albornoz, Espanol, Kalantzis, 2004).

La contradiction entre une accumulation intensive et une régulation concurrentielle

Les analyses historiques de longue période portant sur le capitalisme américain (Aglietta, 1976) puis français (Boyer, Mistral, 1982), avaient fait ressortir la conjecture suivante : l'accumulation intensive n'aurait sans doute pas pu s'établir si avait persisté une régulation de type concurrentiel. En effet, l'accumulation extensive apparaissait compatible avec les rigueurs de l'étalon-or et d'une concurrence forte au XIXe siècle, mais la stabilité des prix avait pour contrepartie un rythme de croissance tendancielle modéré, de l'ordre de 2 %. Par contre l'accumulation intensive n'avait pu s'établir que par un passage à une codification du rapport salarial, typique d'une régulation monopoliste : le taux de croissance était alors significativement relevé mais au prix d'une inflation permanente, persistant même lors des périodes de récession (Boyer, 2004b).

L'histoire économique argentine confirme cette même conjecture : les espoirs mis dans le passage à un régime tiré par les gains de productivité associés à l'ouverture internationale se sont un temps matérialisés de 1991 à 1997 mais ils se sont ensuite évanouis, car le contexte d'un rapport salarial de plus en plus concurrentiel, ce régime ne pouvait s'établir durablement (Feliz, Perez, 2004).

La financiarisation à l'origine du succès initial puis de la sévérité de la crise

L'approche régulationniste livre aussi une interprétation de l'originalité et de la gravité de la crise de 2001. En effet, les crises sont récurrentes mais ne se répètent pas nécessairement car s'altèrent progressivement les modes de régulation et changent, en longue période, les régimes d'accumulation. Le capitalisme est innovation, en matière de technologie, d'organisation, de produit... et de finance. Or les innovations financières se sont multipliées au cours des quinze dernières années et elles se sont diffusées aux économies en voie de développement, d'autant plus qu'elles étaient perçues comme émergentes, c'est-à-dire prometteuses en termes de croissance et de rentabilité des fonds investis.

L'Argentine a été d'abord bénéficiaire puis victime de la globalisation financière et pas seulement de l'incapacité à dégager des compromis institutionnalisés assurant la viabilité d'un régime économique. En effet, lorsque le pays s'ouvre à la finance internationale et qu'il s'engage à suivre les pratiques de bonne gouvernance recommandée par les organisations internationale, affluent les capitaux. Les contraintes domestiques qui antérieurement limitaient l'octroi de crédits s'en trouvent brutalement relevées, ce qui lance un processus de croissance de la consommation – qui consolide le soutien à la convertibilité par les classes moyennes – mais simultanément distord l'allocation du capital au détriment du secteur exposé et de la prise de risque que constitue un endettement en dollars alors que le secteur exportateur, en dépit de sa croissance, représente une faible fraction du PIB.

Ainsi la financiarisation a-t-elle été un facteur qui accentue l'ampleur du boom économique mais qui simultanément entraîne un effondrement beaucoup plus dramatique que le lent processus d'ajustement si l'investissement et les déficits publics avaient dû être financés par la seule épargne domestique. Clairement, la trajectoire argentine montre le danger d'une ouverture indiscriminée à la finance internationale (Boyer, Dehove, Plihon, 2004). Elle suggère aussi combien la diffusion d'une accumulation dirigée par la finance est problématique en dehors des pays de longue tradition industrielle et financière (Boyer, 2000).

III. L'APPORT DES TRAVAUX ARGENTINS AUX RECHERCHES REGULATIONNISTES

Sur tous ces points, les auteurs qui ont mobilisé la théorie de la régulation pour analyser l'Argentine rejoignent des conclusions très générales obtenues pour d'autres pays ou périodes historiques. Mais ils font mieux que cela puisqu'ils apportent un certain nombre de résultats originaux qui à leur tour méritent d'être testés sur d'autres espaces géographiques.

Deux grandes configurations des crises

Comme l'histoire des crises en Argentine est longue et bien documentée, sa mise en perspective permet d'avancer une conjecture intéressante (Panigo, Torija-Zane, 2004). En effet, il ressort que dans les cas où prévalait une régulation concurrentielle, les crises se sont manifestées à travers une récession ou dépression accompagnée de baisse des prix. C'est le cas des crises de 1930 ou celle qui se déroule de 1998 à 2003, bien que les crises de 1981 et 1989 fassent exception. *A contrario*, lorsque le mode de régulation est monopoliste, ce qui s'observe en 1952 et 1975, la crise revêt un caractère inflationniste. Ce résultat est intéressant puisqu'il rejoint l'une des conclusions majeures des travaux fondateurs consacrés respectivement à la transformation des crises américaines (Aglietta, 1976) et des crises françaises (Boyer, Mistral, 1982).

On note de même un résultat en quelque sorte dual : en général la régulation monopoliste est certes inflationniste mais elle est plus favorable à une croissance caractérisée par de forts gains de productivité.

L'incertitude des vues sur l'avenir, obstacle à l'établissement de régimes stables

En un sens, la trajectoire argentine est aux antipodes des évolutions observées en France au cours du dernier demi-siècle.

- En France, les luttes sociales et politiques et le legs d'une conception d'un Etat fort et interventionniste, ont conduit à une extrême codification, y compris juridique des compromis institutionnalisés. En conséquence, même une fois ouverte la crise du fordisme, la persistance d'un mode de régulation monopoliste a fortement atténué les mécanismes d'ajustement, quitte à déboucher sur un progressif grippage de la croissance.

- En Argentine au contraire, l'économie passe par des périodes de croissance puis de dépression, d'augmentation du niveau de vie puis de brutale chute qui proviennent de modes de régulation embryonnaires et instables, eux-mêmes conséquence de basculement dans les stratégies des différents gouvernements. L'incertitude des vues sur l'avenir est au cœur des difficultés récurrentes de l'économie argentine. On en retrouve la trace dans la plupart des domaines de l'activité économique.

Un investissement en fonction du profit et non pas de la demande anticipée

Si à grands traits, dans la régulation concurrentielle, le profit est le déterminant essentiel de la décision d'investissement, en régulation monopoliste ce sont les variations de la demande anticipée qui déterminent l'investissement, sachant que le rapport salarial fordiste a pour propriété de stabiliser le partage salaires/profits. Or la mise en perspective des crises économiques en Argentine montre que l'incertitude qui prévaut à presque toutes les époques, quant à la prolongation des tendances récentes, détermine un comportement de l'investissement orienté vers la recherche du profit de court terme, et non pas l'anticipation de tendance de long terme (Panigo, Torija-Zane, 2004). Il est remarquable que cette sensibilité de l'investissement au profit se retrouve aussi bien dans les premières phases de substitution des importations que dans la période la plus récente d'ouverture à la finance internationale.

L'impossible stabilisation du lien salaire réel / productivité

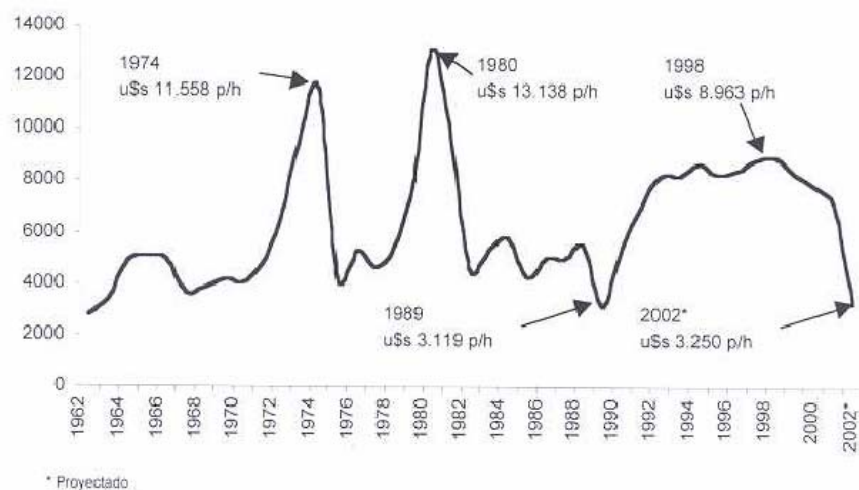
Cette même incertitude se retrouve au cœur du rapport salarial. Comme les perspectives à moyen – long termes sont toujours fragiles, le conflit capital travail ne débouche pas sur des compromis suffisamment durables pour orienter l'accumulation. Ainsi s'explique sans doute l'incroyable instabilité des relations entre salaire réel et profit (Feliz, Perez, 2004). On observe aussi une causalité inverse. Comme le revenu salarial ne manifeste aucune tendance à long terme, les perspectives de la demande sont incertaines, ce qui favorise l'attentisme des entreprises en matière d'investissement et la faible probabilité d'un mécanisme d'accélérateur, composante importante d'un régime d'accumulation intensive centrée sur la consommation de masse. Ainsi, l'instabilité des relations capital-travail rejaillit sur les perspectives macroéconomiques et *vice versa*, l'incertitude macroéconomique inhibe la négociation de compromis institutionnalisés.

L'illusion du pouvoir d'achat : les hauts et les bas du niveau de vie exprimés en monnaie internationale

Les relations de l'économie argentine avec l'économie internationale introduisent une troisième source d'incertitudes majeures. Tantôt la monnaie argentine rivalise avec les monnaies fortes et le niveau de vie progresse, de sorte que la population se sent appartenir au monde développé et se comporte en conséquence en matière de consommation. Tantôt une crise monétaire se traduit par une réduction drastique du pouvoir d'achat en monnaie internationale, dans un contexte de baisse du revenu réel : l'Argentine apparaît alors comme appartenant à la

catégorie des économies en voie de développement (Fanelli, Heymann, 2002 ; Carrera, 2004). Ainsi s'introduit une incertitude majeure concernant les perspectives d'évolution du niveau de vie (Graphique 1).

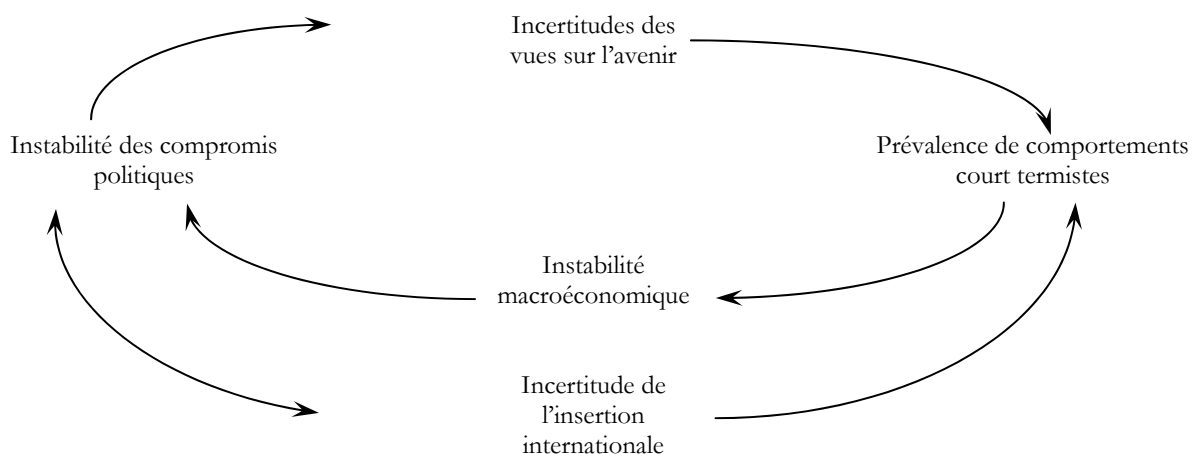
Graphique 1 – L'évolution du PIB par tête en dollar constant



Source : Carrera (2004, graphique 8)

Dans ce mouvement du niveau de vie exprimé en monnaie internationale, se conjuguent tant les incertitudes de l'insertion internationale de l'Argentine et le choix de son régime de change que celles qui tiennent à l'instabilité macroéconomique interne, et les brusques changements de stratégies économiques du fait de la récurrence de crises politiques (figure 3). Une telle conjonction est un défi à la théorie de la régulation qui tend à insister sur le rôle des formes institutionnelles comme réductrices d'incertitudes et donc productrices de régularités qui sont à la base des modes de régulations. Ironiquement, ce pourrait être un exemple canonique dont devraient s'emparer les post-keynésiens qui insistent sur l'incertitude radicale qui préside à l'investissement, donc à l'instabilité intrinsèque des mécanismes qui façonnent la macroéconomie (Shackle, 1972).

Figure 3 – L'Argentine, terre de toutes les incertitudes...ou l'impossible régulation



L'originalité de la configuration des années quatre-vingt-dix

A la lumière de l'analyse qui précède, le choix de la convertibilité et de la stratégie économique d'ouverture apparaît comme réducteur d'une grande partie de ces incertitudes : les conditions de l'insertion internationale sont clairement définies, le choix d'un arrimage au dollar favorise le niveau de vie des classes moyennes qui apportent ainsi leur soutien au gouvernement, les relations de l'Etat et de l'économie sont redéfinies dans un sens libéral, le pouvoir de négociation des salariés fortement réduit. Finalement, l'approbation de ce modèle par les tenants du consensus de Washington, après 1997, semble ouvrir et sceller une configuration institutionnelle et économique s'affranchissant des faiblesses et instabilités du passé. Mais précisément la crise se noue à partir de ce constat de succès, car d'emblée ce régime économique avait certes la propriété de juguler l'inflation, de promouvoir la croissance et d'introduire un certain ordre dans l'architecture institutionnelle (Carrera, 2004), mais il introduisait des sources majeures de crise car il était fondé sur une série de paris risqués (Coriat, 2004).

Forte dépendance financière internationale mais faible progression de l'ouverture commerciale

Traditionnellement, les pays commencent par s'ouvrir à la concurrence internationale, avec le projet de développer un secteur exportateur performant. Ce n'est que dans un second temps que se pose la question de l'ouverture du compte de capital, stratégie complémentaire pour attirer l'investissement international et bénéficier ainsi d'un rattrapage technologique. C'est par exemple la trajectoire qu'ont suivi les pays asiatiques tels que la Corée. Lorsque survient la crise financière liée au reflux des investisseurs étrangers, la récession est sévère mais l'ajustement du change induit rapidement une reprise de l'activité et la compétitivité retrouvée du secteur exportateur permet d'engranger des devises, ce qui facilite le remboursement des dettes antérieurement contractées. Rien de tel n'intervient en Argentine, ne serait-ce que parce que récession et déflation opèrent depuis 1998, c'est-à-dire avant l'éclatement de la crise financière.

Dès lors, cette différence entre la trajectoire argentine et coréenne renvoie à la faiblesse de la taille du secteur exportateur par contraste avec le volume des capitaux étrangers. Une modélisation montre effectivement l'existence d'une taille limite du secteur exportateur pour que par exemple un réajustement du taux de change permette de résoudre une crise de paiement de la dette extérieure (Hausmann, Velasco, 2002). Une autre formalisation explicite comme déterminant essentiel de la crise argentine l'inflexion de la croissance des exportations après 1997, ce qui va faire apparaître comme excessives les charges de remboursement et donc induire un arrêt du financement extérieur (Kalantzis, 2004a). La dynamique du secteur exportateur est aussi essentielle lorsque l'on cherche à déterminer si les crises financières ne constituent qu'une étape transitoire dans le processus d'ouverture internationale ou si, au contraire, elles continueront à caractériser les économies périphériques, même une fois pleinement ajustées au contexte international (Kalantzis, 2004b). En effet, si le secteur exportateur acquiert une taille et une compétitivité suffisante, les crises financières ne sont que transitoire, alors qu'elles constitueront un trait permanent dans le cas contraire. Or, la plupart des analyses empiriques rassemblées dans le présent ouvrage confirment la faible dynamique technologique impulsée par l'internationalisation (Albornoz, Espanol, Kalantzis, 2004 ; Musacchio, 2004 ; Lopez, 2004). En termes régulationnistes, ces divers résultats confortent l'hypothèse de la non cohérence du régime d'accumulation visé après 1991 (Coriat, 2004), ou tout au moins du laps de temps trop court avant qu'une telle stratégie porte ses fruits.

La perte de l'autonomie de la politique économique

La stratégie de convertibilité et d'ouverture a une autre série de conséquences défavorables concernant la capacité d'absorption des chocs par le mode de régulation. En effet, le gouvernement perd ainsi deux instruments de politique économique, à savoir le taux d'intérêt et

le taux de change, et le degré d'autonomie des autres instruments est sévèrement réduit afin de préserver la crédibilité du régime de convertibilité. Ainsi, la capacité de réaction s'en trouve structurellement réduite, au point qu'il est permis de penser que le mode de régulation correspondant était non viable dès l'origine (tableau 2).

Tableau 2 – la Caja de conversion introduit un changement radical de politique économique

Objectifs	Variables d'ajustement	
	Configuration traditionnelle	Caja de conversion
Inflation	Taux d'intérêt	Perte d'autonomie de la politique monétaire dans un régime de liberté des mouvements de capitaux
Emploi	Budget	Budget soumis à de fortes contraintes, donc nécessité de la flexibilité salariale
Croissance	Recherche, éducation, fiscalité de l'investissement	Court termisme des choix budgétaires, recours à l'IDE
Equilibre extérieur	Taux de change	Modernisation productive par les transnationales, aide à l'exportation

En effet, il fallait donc recourir à de nouveaux instruments, par exemple la flexibilité salariale pour tenter de limiter l'impact négatif sur l'emploi de la surévaluation du peso, ou encore des aides à l'exportation pour consolider les marges des exportateurs, preneurs de prix sur les marché mondial mais encourageant des coûts de production élevés. L'autre solution consistait à abandonner un ou plusieurs des objectifs traditionnels de la politique économique, en l'occurrence la recherche du plein-emploi, alors que le développement du potentiel de croissance était finalement délégué aux entreprises transnationales, chargées d'apporter les meilleures technologies.

Une règle rigide dans un seul pays à une époque d'instabilité et de recherche de la flexibilité

Les changes fixes prévalurent à certaines époques du XIXe siècle ou encore de 1945 à 1971, sans que les pays expérimentent des crises aussi graves que celle de l'Argentine. Mais lors de ces deux périodes prévalait un système international à peu près cohérent et des règles d'ajustement en cas de dérapage d'une économie nationale. La situation est tout autre à la fin du xxe siècle puisque l'émergence de nouveaux pays industrialisés, les mouvements de la finance globalisée, l'apparition d'interdépendances nouvelles entre centre et périphérie ont introduit beaucoup d'incertitudes dans le système international. Dès lors le paradoxe des autorités argentine est d'avoir voulu recourir à un ensemble de règles rigides, dans un univers fluctuant, incertain, conflictuel...au moment même où, pour répondre aux aléas et aux crises, les autres pays retournaient vers des politiques discrétionnaires, à l'opposé donc des règles qui avaient été proposées et instituées par les monétaristes pour lutter contre l'inflation. D'autant plus que dans un monde de forte concurrence transnationale et de liberté des mouvements de capitaux, c'est apparemment la déflation plus que l'inflation qui pose problèmes aux politiques économiques.

L'un des derniers paradoxes de la politique de l'Argentine est donc d'avoir promu un style de gestion de l'économie que l'on croyait prometteur et efficace, car moderne, alors que la Caja de conversion n'était que la tentative d'acclimatation d'un dispositif qui ne pouvait faire ses preuves que dans un cadre social, politique et international depuis longtemps disparu.

L'établissement d'un régime d'accumulation intensive n'est pas une fatalité

Tel est le dernier apport des recherches des régulationnistes travaillant sur l'Argentine. En effet, les théories standard de la croissance postulent qu'une accélération de la productivité est toujours favorable puisqu'elle améliore le mode de vie et relève le taux de croissance. De leur côté, les conceptions marxistes orthodoxes insistent sur la prépondérance de l'essor des forces productives, garant de l'évolution des rapports sociaux, dans un sens finalement progressiste. Certains critiques de la théorie de la régulation ont dénoncé son caractère fonctionnaliste : après l'accumulation extensive viendrait l'accumulation intensive ; si cette dernière rencontre des problèmes de débouché, vient à point nommé le compromis fordiste lançant la consommation de masse. Ainsi, les régimes d'accumulation se succèderaient conformément à une logique hégélienne.

En fait, telle n'est pas la conclusion des recherches régulationnistes qui ont, dès l'origine (CEPREMAP-CORDES, 1978), toujours insisté sur le rôle des luttes politiques et sociales, des crises et des guerres, sur l'émergence des formes institutionnelles. Nul principe de sélection par l'efficacité ne régit l'évolution des formes institutionnelles. Déjà au milieu du XIX^e siècle, l'Angleterre avait été incapable de passer au stade d'une accumulation intensive, inaugurant ainsi une longue période de déclin relatif et parfois absolu. En outre, jusqu'au milieu des années 1990, la crise du fordisme n'a pas débouché sur un nouveau régime d'accumulation intensive mais plutôt sur une croissance extensive, associée à un approfondissement des inégalités, les Etats-Unis constituant à cet égard un exemple emblématique (Boyer, Juillard, 2002).

L'Argentine vient utilement rappeler que l'instauration d'une accumulation intensive n'est en rien un phénomène automatique, qu'elle peut être tentée à de multiples reprises sous des formes contrastées (le péronisme puis le ménémisme) sans réussir. C'est un message important et trop oublié.

L'incapacité à forger un bloc hégémonique

Les raisons de ces échecs tiennent finalement à la *primauté du politique* dans l'émergence des formes institutionnelles et la nécessité d'un bloc hégémonique afin que soient surmontées les difficultés inhérentes à l'instauration d'un régime d'accumulation. La trajectoire argentine est une invitation faite aux régulationnistes pour qu'ils se plongent dans l'histoire politique argentine afin de comprendre les raisons les plus fondamentales à la succession des crises qui marquent ce pays. Au demeurant, la théorie de la régulation a été conduite à accorder une place de plus en plus grande aux processus politiques : un mode de régulation, sociale et non plus seulement économique, serait viable si la coalition politique au pouvoir est susceptible de renouveler de période en période le soutien de groupes sociaux, compte tenu de leur orientation politique et leur appréciation des avantages qu'ils tirent de l'évolution macroéconomique associée à ce mode de régulation (Amable, Palombarini, 2004).

Revisiter l'histoire argentine à l'aide de cette nouvelle définition serait particulièrement fructueux, dans la mesure où les issues à la crise contemporaine s'en trouveraient éclairées.

IV. L'HISTOIRE SE REPETERAIT-ELLE ?

Si le diagnostic de grande crise est accepté, il en découle qu'elle ne peut être surmontée par un retour dans un passé idéalisé car les années quatre-vingt-dix ont irréversiblement changé la société argentine, les structures productives de l'économie, les perceptions des priorités politiques (Boyer, 2004c). On ne peut donc imaginer une sortie par continuité, conformément aux

régularités antérieures. Pour autant il ne faudrait pas négliger les traits largement invariants qui se répètent de crise en crise et qu'il importe de repérer soit pour s'en servir de vecteur pour une sortie de crise, soit pour tenter de les altérer s'ils constituent des blocages (Veganzones, Winograd, 1997).

Un projet politique se heurte à la force des intérêts constitués ou à l'inertie des structures

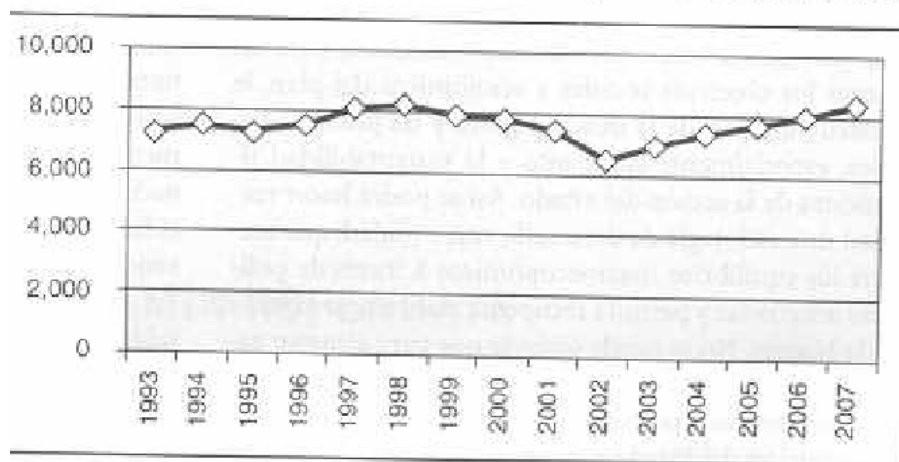
Les grandes crises argentines ont souvent débouché sur une alternance politique, porteuse d'un programme en rupture avec le passé. Il a déjà été abondamment souligné qu'en fait aussi bien le péronisme que le ménémisme échouèrent, faut de disposer du temps pour que soient durablement altérés la structure productive, le pouvoir de négociation respectif des divers groupes, ou même les modalités de la représentation politique. Un projet politiquement et idéologiquement cohérent peut donc buter sur l'inertie des institutions, des organisations, des spécialisations. On laisse le soin aux spécialistes argentins d'évaluer les chances du Président Kirchner à l'aulne de ses prédécesseurs.

La répétition de séquences expansion / dépression, optimisme / pessimisme

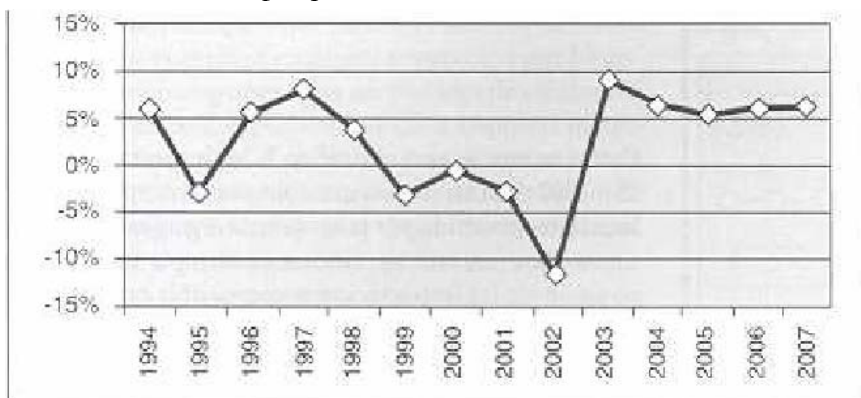
Une deuxième caractéristique marque l'histoire économique et politique argentine. Alternent en effet des périodes extrêmement contrastées d'optimisme politique et d'expansion économique vigoureuse qui débouchent sur des crises brutales et souvent violentes à l'issue desquelles s'amorcent de longues récessions et la généralisation d'un pessimisme extrême à l'égard des chances de l'Argentine de surmonter ses difficultés. En 2004, l'heure est plutôt à la reprise économique et un certain retour à la confiance, comme en témoigne par exemple une projection associée au plan FENIX qui met en avant la résorption des capacités inutilisées avec la réduction de la pauvreté et des inégalités et un retour à un meilleur emploi (Facultad de Ciencias Economicas, 2003). La grande question n'est autre que celle de la détection des obstacles sur lesquels finira par buter cette simple récupération des niveaux de productivité et de vie atteints au milieu des années 1990 (graphiques 2 et 3).

Graphique 2 – Les projections du Plan FENIX

Gráfico 2. Evolución del producto per cápita
En millones de pesos constantes de 1993



Graphique 3 – Les variations du PIB



Source, Facultad de Ciencias Economicas (2003, p. 40 et 41)

Une tradition : la socialisation des pertes par l'Etat

Dans le passé déjà, les dettes des agents privés ont été converties en des dettes publiques, de sorte que les difficultés financières tendent à se concentrer sur le secteur public alors que les agents privés bénéficient des profits des périodes fastes. La dernière décennie n'échappe pas à cette tendance, ce qui pose la question de l'issue de la négociation de l'Argentine avec les détenteurs de sa dette souveraine. Selon le degré de remboursement de cette dette, les problèmes macroéconomiques liés à la nécessité de dégager un surplus du budget primaire seront plus ou moins aigus.

Une faiblesse de l'administration et une instabilité des stratégies politiques

Un quatrième trait récurrent tient à la difficulté du prélèvement fiscal, qui lui-même traduit la faible légitimité de l'administration publique. Or la réduction des inégalités qui se sont développées au cours de la dernière décennie suppose une politique active de lutte contre la pauvreté donc des transferts sociaux significatifs. La faiblesse des moyens d'action de l'administration publique trouve son correspondant dans l'instabilité des stratégies gouvernementales. Comme il a déjà été souligné, l'instabilité politique participe de la difficulté d'émergence de compromis institutionnalisés, qui eux-mêmes s'alimentent de l'instabilité macroéconomique. Est-il possible de rompre ce cercle vicieux ?

Une tradition plus rentière qu'entrepreneuriale, aggravée par la financiarisation

Enfin, l'absence d'une classe d'entrepreneurs associant leurs intérêts à celui de l'espace domestique argentin, peut être un obstacle majeur à l'émergence de ces compromis institutionnalisés, tels que ceux que suppose implicitement le Plan Fenix ou qu'appellent les projets du président Kirchner. Comment faire émerger une telle classe d'entrepreneurs modernistes et progressistes ? Par le passé, les pays pouvaient recourir aux élites de l'Etat...mais c'est devenu de plus en plus difficile avec le rôle déterminant de la finance.

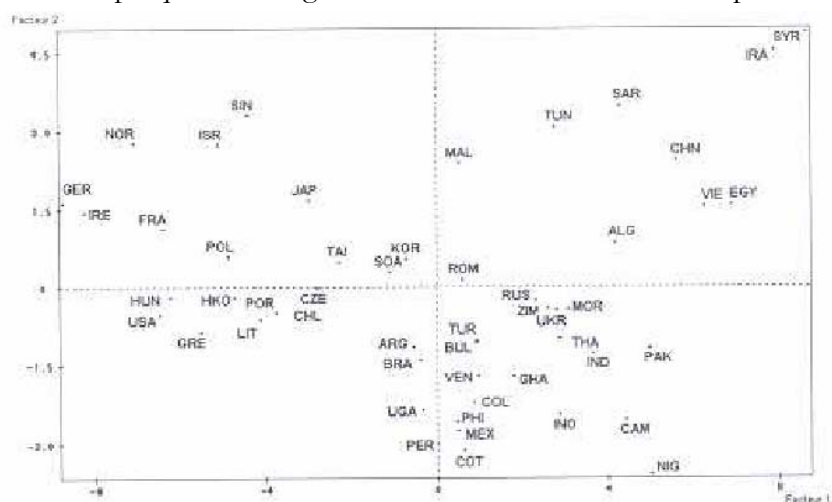
V. EXCEPTIONNALISME OU EXEMPLARITE DE L'ARGENTINE ?

Le choix d'une stratégie par l'Argentine peut s'éclairer à partir non seulement de sa trajectoire historique mais aussi de comparaisons internationales se situant à un double niveau, celui des pays en voie de développement, ou de façon plus restreinte des pays latino-américains.

L'Argentine : un profil institutionnel marqué par le libéralisme pur ?

Un travail récent vise à élaborer une grille permettant de cerner, de façon la plus exhaustive possible, les profils institutionnels à partir de variables mesurant les institutions politiques, l'ordre public, la gouvernance publique, le degré de liberté dans le fonctionnement des marchés, l'aptitude à préparer le futur, l'organisation de la surveillance des marchés, le degré d'ouverture sur l'extérieur et enfin la cohésion sociale (Berthelie, Desdoigts, Ould Aoudia, 2004). Procédant à une analyse factorielle multiple, ils font apparaître un noyau institutionnel à partir d'un groupe de variables et confirment l'influence des institutions sur le niveau de développement. La combinaison des variables institutionnelles et des variables socio-économiques révèle l'analyse de quatre grandes familles institutionnelles (graphique 4). Elles se distribuent selon deux axes principaux : le premier axe horizontal oppose deux familles de régulation sociale, celle assurée par l'Etat et celle qui au contraire relève d'instance traditionnelle des sociétés. Le second axe vertical oppose deux types d'organisations sociales : l'un favorisant la circulation des personnes et de l'information, l'autre la sécurité du contrat de travail, la justice prud'homale et la faible part du travail informel. Il ressort, d'après ces auteurs, que l'Argentine appartient au *modèle du libéralisme pur*. Mais au sein de ce modèle, on trouve deux variantes : les pays caractérisés par une grande efficacité de l'Etat le long de l'axe horizontal et ceux qui au contraire sont caractérisés par un haut degré d'informalité du travail sans que l'Etat soit nécessairement efficace. L'Argentine, tout comme le Brésil appartiennent à cette catégorie.

Graphique 4 – L'argentine : un modèle de libéralisme pur



Source : Berthelie, Desdoigts, Ould Aoudia (2004), p. 167.

Il est remarquable que cette comparaison internationale confirme le diagnostic que livre l'analyse de la trajectoire historique de l'Argentine : ce pays est devenu un exemple type de la libération des marchés des contraintes juridiques et institutionnelles, dans le contexte d'un Etat relativement inefficace.

Une lecture régulationniste de la particularité de l'Argentine

Dans de nombreuses analyses, il est devenu traditionnel d'opposer d'une part, l'ensemble des pays latino-américains supposés victimes de la poursuite d'une stratégie de substitution d'importation, d'autre part les pays asiatiques qui auraient la chance ou le mérite de s'engager résolument dans une croissance tirée par les exportations. Dès lors, l'Argentine est fréquemment assimilée à une configuration type de l'Amérique Latine.

D'assez nombreuses recherches inspirées par la théorie de la régulation, brièvement résumées dans le présent ouvrage (Miotti, Quenan, 2004) livrent une analyse différente (Quémia, 2001). Il ressort en effet que dans les années soixante-dix, l'Argentine était relativement atypique par comparaison avec le Brésil, le Chili, le Mexique et le Venezuela car elle était caractérisée par une régulation largement monopoliste (tableau 3). Une seconde particularité tient à la brutalité du renversement qui intervient dans les années quatre-vingt-dix. C'est dans ce pays que le renversement de la hiérarchie des formes institutionnelles est le plus marqué au point de converger vers une régulation essentiellement concurrentielle. Dans aucun autre pays le régime monétaire et l'ouverture internationale n'ont été aussi dominants dans la recomposition du rapport salarial et des relations de l'Etat et de l'Economie (tableau 4).

C'est une caractérisation importante car cette libéralisation marque l'ensemble de l'économie et de la société. On pourrait tenter à cet égard une comparaison avec la situation respective de l'Angleterre et de l'Europe continentale. Dans le premier de ces pays, la vigueur du programme conservateur poursuivi avec persévérance lors de l'ère Thatcher a donné naissance à la stratégie dite de la troisième voie, tellement avaient été déstructurées les formes institutionnelles du régime antérieur. Rien de tel n'est intervenu en Allemagne ni en France. Pour filer la comparaison, l'Argentine se trouve dans une position à peu près comparable par rapport aux autres pays Latino-américains...même si ces derniers étaient traditionnellement plus proches de l'informalité d'une régulation concurrentielle.

Cette caractérisation n'est pas sans conséquences quant aux stratégies ouvertes pour l'Argentine.

VI. QUELLES STRATEGIES POUR L'ARGENTINE ?

De cette radioscopie institutionnaliste et régulationniste, il peut être utile de tirer quelques propositions de politique économique afin de mieux faire ressortir la spécificité des approches développées dans le présent ouvrage. La difficulté de la tâche tient au fait que les régularités antérieures sont affectées par l'effondrement de l'économie argentine, de sorte que les issues à la crise sont largement conditionnées par les choix politiques. Or ces derniers sont opérés dans l'urgence et sous la pression de l'actualité sociale et financière sans que pèse beaucoup l'évaluation des conséquences à long terme d'une série de décisions ponctuelles. De plus, étant donné la conjonction d'une crise financière, politique, sociale et économique et l'interdépendance des facteurs qui déterminent la viabilité d'un mode de développement, on ne peut espérer livrer des recommandations aussi simples, pour ne pas dire simplistes, que celles qu'ont l'habitude de proposer des théoriciens monétaristes, des économistes néoclassiques ou encore keynésiens.

Tableau 3. *Une multiplicité de modes de développement et de type de crises. L'exemple de l'Amérique latine : les années 1970*

	Argentine	Brésil	Chili	Mexique	Venezuela
Mode de régulation	Monopoliste	Concurrentiel – clientéliste	Des institutions en avance par rapport aux structures productives	Corporatiste	Administré — rentier
Formes institutionnelles dominantes	Rapport salarial et rôle de l'État Régime monétaire accommodant	Rôle de l'État développementiste Rapport salarial accommodant	Rapport salarial et rôle de l'État Régime monétaire accommodant	Rôle de l'État dominant, compromis corporatiste Régime monétaire/rapport salarial accommodant	Rôle de l'État dominant grâce à la rente pétrolière Régime monétaire accommodant
Mode de développement	Intensif centré sur le marché interne avec remontée de filière	Intensif centré sur le marché interne avec remontée de filière	Rente minière + industrialisation par substitution d'import	Intensive + articulation avec le secteur agricole	Rente pétrolière + substitution d'importations
Crise	Épuisement de l'accumulation et exacerbation des tensions de la régulation monopoliste et de l'accumulation en économie protégée	Crise fiscale, déstabilisation de l'action régulatrice de l'État	Crise ouverte de la régulation précipitée par une crise politique, puis crise de l'accumulation	Essoufflement de l'accumulation, puis tentatives manquées de relance, enfin crise de la régulation	Épuisement de la capacité à dynamiser l'économie à partir de l'allocation de la rente pétrolière
Dates	<i>Milieu des années 1970</i>	<i>Début des années 1980</i>	<i>Début des années 1970</i>	<i>Début des années 1970</i>	<i>Fin des années 1970</i>

Source : Quémia (2001), p. 68

Tableau 4. *Les années 1990, un basculement de la hiérarchie des formes institutionnelles*

Années 1990	Argentine	Brésil	Chili	Mexique	Venezuela
Mode de régulation	Vers un mode concurrentiel en économie ouverte	Clientéliste – Concurrentiel déstabilisé	Concurrentiel (partiellement) tempéré	Corporatiste en crise de légitimité	Administré – rentier en crise
Formes institutionnelles dominantes	Régime monétaire et formes de la concurrence	Rôle de l'État dominant mis en cause par le régime monétaire et la crise fiscale	L'État est garant des grands équilibres	Régime monétaire et insertion internationale (ALENA)	Rôle de l'État dominant mais inefficacité croissante
Formes institutionnelles dominées	Rapport salarial accommodant	Rapport salarial accommodant	Régime monétaire accommodant	Rapport salarial accommodant	Régime monétaire accommodant
Accumulation	Intensive centrée sur la compétitivité	Intensive avec perte de densité de l'appareil productif	Extensive-Rentière renouvelée et plus diversifiée	Duale. Intégration « vers le Nord » qui coexiste avec une structure traditionnelle	Rentière
	Très forts gains de productivité. Modernisation de l'appareil productif	Forts gains de productivité. Bouleversement de la structure productive	Pas de gains de productivité	Gains de productivité dans des branches dynamiques	Pas de gains de productivité
Scénario de crise	Crise de légitimité qui fait retour sur la convertibilité et les équilibres internes	Perte de cohérence du système productif et accentuation de la crise de l'accumulation	Limites de l'accumulation extensive	Crise de légitimité qui fait retour sur la viabilité externe	Mode de développement en crise dès les années 1990

Source : Quémia (2001), p. 74.

Ne pas renouveler les erreurs de politique économique passées

Un premier intérêt d'une mise en perspective de la crise actuelle est de livrer une série d'enseignements concernant les erreurs qu'il conviendrait de ne pas répéter, d'autant plus que certaines d'entre elles pouvaient être détectées et donc évitées *ex ante* (tableau 5).

Tableau 5 – Tirer les leçons des crises antérieures

1. Charme et danger du recours à la finance internationale	1. Organiser l'intermédiation financière à l'échelle domestique
2. L'orientation de l'IDE importe	2. Privilégier le partenariat avec l'investissement direct afin de maximiser les retombées technologiques
3. Une insuffisance chronique du potentiel exportateur	3. Remontée des filières couplant innovation et politique commerciale
4. Les dangers du court termisme : gain politique à court terme mais crise financière majeure à terme	4. Rechercher des coalitions politiques stables incluant le plus grand nombre possible de groupes sociaux
5. L'inadéquation de règles et d'automatisme à l'époque de l'incertitude et de la flexibilité	5. Ne pas renoncer à l'ajustement du taux de change et reconsidérer la liberté complète des mouvements de capitaux

Avec le recul, les dangers d'une ouverture complète et rapide à la finance internationale apparaissent clairement à la relecture de la multiplication des crises frappant les pays dits émergents tout au long des années 90. Une entrée massive de capitaux stimule le crédit qui alimente une expansion de la consommation mais aussi une mauvaise allocation du capital dans les secteurs abrités. Même si le secteur bancaire respecte les normes prudentielles internationales, l'expérience a montré que la rapidité de l'afflux des capitaux avait pour contrepartie une brutale fuite de ces mêmes capitaux dès lors que se renversent les vues sur l'avenir, précipitant l'effondrement bancaire. Ainsi, la globalisation financière a accentué l'instabilité macroéconomique et pénalisé la croissance, sans améliorer véritablement l'équilibre dynamique de l'épargne et de l'investissement domestique. Il serait donc opportun de *favoriser l'intermédiation financière à l'échelle domestique* et de minimiser le recours au circuit international de crédits libellés en dollars. La périsification va dans ce sens : elle devrait être conçue comme une politique structurelle et non pas comme une simple réponse à la rupture des circuits de paiements internationaux.

Beaucoup d'auteurs s'accordent aujourd'hui pour distinguer clairement l'investissement en portefeuille de l'investissement productif direct. Néanmoins, lorsque l'on compare les pays latino-américains avec ceux d'Asie du sud Est, il ressort que l'IDE a des effets de modernisation et d'entraînement extrêmement différents selon que l'on négocie des accords de partenariat avec les firmes locales ou que l'on laisse la pleine liberté aux multinationales pour continuer à maîtriser l'évolution et la diffusion des technologies. L'adoption d'*une stratégie en matière d'IDE* qui maximiserait les retombées pour le tissu productif domestique est particulièrement déterminante dans le cas de l'Argentine.

Depuis près d'un demi-siècle, en Argentine, les périodes d'expansion viennent buter sur l'insuffisance du potentiel d'exportation, que le mode de développement ait été rentier, gouverné par la substitution d'importation ou encore que l'accumulation ait été intensive, orientée vers la constitution du marché intérieur ou au contraire ouverte à la concurrence internationale. Dans

ces circonstances, toute la stratégie de moyen terme devrait se concentrer sur la *remontée des filières* dans lesquelles l'Argentine est spécialisée grâce à un couplage entre une politique d'*innovation* adaptée en conséquence et enfin une politique commerciale permettant que se développe à moyen-long terme cette nouvelle spécialisation. Même si le contexte a beaucoup changé, la stratégie coréenne poursuivie mérite considération. Au début des années 60, les deux pays semblaient bénéficier des mêmes atouts et de niveaux de productivité équivalents si ce n'est supérieurs en Argentine, mais ensuite les trajectoires ont divergé du fait de politiques d'innovation et commerciales contrastées.

Dans un monde rythmé par la finance, les responsables de la politique économique cèdent au court-termisme : politique budgétaire généreuse en période d'expansion, austérité lorsque survient une récession. À nouveau l'Argentine constitue un cas extrême d'instabilité récurrente des orientations de la politique économique elle-même souvent reflet de changements de gouvernement ou de crises politiques et sociales majeures. Or, aucun mode de développement ne peut s'établir en l'absence de vues sur l'avenir suffisamment stables pour orienter les décisions d'investissement, d'innovation, de localisation des unités de production. Mais une telle stabilisation des anticipations suppose des *coalitions politiques stables*, c'est-à-dire obtenant l'assentiment d'un nombre suffisant de groupes sociaux. En particulier l'exclusion durable de certains groupes, conduit à un biais de la politique économique – puisque leurs intérêts ne sont pas pris en compte – ce qui à terme se répercute sur la viabilité du mode de régulation lui-même. Ainsi, le mode de régulation concurrentiel des années 90, qui excluait une fraction croissante des classes moyennes, a rencontré les limites que l'on sait dans l'instauration d'une accumulation intensive. Sous certaines hypothèses, l'inclusion sociale peut être un facteur de viabilité d'une stratégie de développement. Au demeurant, cette vision se retrouve dans les objectifs et les propositions du plan Fenix.

Enfin, il serait ridicule d'être plus royaliste que le roi, c'est-à-dire de vouloir répéter l'erreur consistant à adopter une règle automatique de politique économique – la caisse de convertibilité – à une époque marquée par l'imprévisibilité des mouvements de capitaux, des évolutions brutales du prix des matières premières et de variations rapides des taux de change et des taux d'intérêt. Retrouver des marges de liberté pour la conduite de la politique économique est donc essentiel, ce qui suppose, d'abord de pouvoir revenir sur la désirabilité et la soutenabilité d'une mobilité complète du capital financier, ensuite d'adopter *un régime de change* permettant des ajustements périodiques en fonction de la situation et de la compétitivité de l'économie nationale.

La vigoureuse reprise économique ne signifie pas que les problèmes structurels de l'économie argentine seront prochainement surmontés

Comme la crise de décembre 2001 avait été précédée par trois années de récession, il n'est guère surprenant que la pésification et la dévaluation du peso aient donné naissance à une forte reprise, sans retour à une forte inflation, tant les capacités de production étaient sous-utilisées et les besoins pressants. Pourtant la plupart des problèmes demeurent et appellent des mesures engageant la transformation des institutions et des modalités de la politique économique.

- Tout d'abord, l'Argentine bénéficie de prix élevés pour le petit nombre de produits agricoles qu'elle exporte, car la reprise de la croissance aux États-Unis, partiellement en Europe et le persistant dynamisme de la Chine entraînent une flambée des prix non seulement du pétrole mais aussi des ressources naturelles et produits agricoles.
- L'apparition d'un surplus budgétaire n'implique pas nécessairement que la contrainte budgétaire soit durablement relevée car les rythmes de croissance observés en 2003 et 2004

ne sont pas soutenables à long terme. En outre la négociation du paiement de la dette avec les épargnants, tant nationaux qu'étrangers, n'a pas encore débouché sur un compromis qui permettrait à l'Argentine d'avoir, à nouveau, accès au crédit international.

- La politique des revenus qui soutient le salaire et fournit des allocations aux plus pauvres alimente la demande de biens de consommation essentiels. Compte tenu du taux de change très favorable, cela induit un processus de substitution d'importations qui contribue à renforcer les capacités de production de ces secteurs. Pourtant le niveau de consommation n'a pas retrouvé le niveau observé au milieu des années 90, le chômage demeure élevé et ne se réduit que très lentement, alors que le travail informel ou noir occupe encore une place considérable.
- Pour que les rythmes de croissance actuels se maintiennent, il faudrait un vigoureux effort d'investissement, ce qui suppose un retour de la confiance et une reconfiguration du système financier afin qu'il puisse financer tant l'activité économique que l'accès à la consommation. À plus long terme, le système d'innovation argentin s'est beaucoup affaibli au cours de la dernière décennie car les dépenses de recherche et développement ne représentent que 0,45 % du PIB et c'est le budget public qui assure la plus grande partie de ces dépenses, les multinationales ne participent pas à l'amélioration du potentiel d'innovation du territoire argentin alors que les PME dynamiques n'ont que de faibles moyens pour améliorer leur position concurrentielle.
- En matière sociale, il n'est pas aisé d'anticiper quel sera le soutien du gouvernement dans les années à venir. Des mouvements sociaux regroupant des chômeurs fortement politisés et très revendicatifs continuent à exercer une pression sur le gouvernement. Implicitement tout au moins, un compromis corporatiste impliquant syndicats, entrepreneurs Argentins et gouvernement est à l'ordre du jour, mais on ne voit guère émerger les contours d'un tel compromis.

Il serait donc dangereux de céder à une (nouvelle) bouffée d'optimisme et d'imaginer que la prolongation de la reprise actuelle pendant quelques années encore, suffira à surmonter les faiblesses structurelles sur lesquelles vient périodiquement buter l'Argentine : difficulté de l'insertion internationale, fragilité des compromis politiques, faiblesse de l'administration, absence de stratégies de long terme. C'est donc une invitation à réfléchir sur les modes de développement qui pourraient se dégager au cours des prochaines années.

Ne pas viser des modes de développement hors d'atteinte ou non viables

Les recherches régulationnistes ont mis à jour une série de modes de développement émergents comme possibles successeurs au fordisme, le dernier d'entre eux étant celui d'*une accumulation tirée par la finance* (tableau 6). Au nom de la modernité, certains responsables politiques pourraient être tentés par cette stratégie de financiarisation qui, au-delà de l'éclatement de la bulle Internet semble avoir si bien réussi aux États-Unis. Ce serait cependant une redoutable erreur car la configuration actuelle de l'économie argentine ne permet pas l'émergence d'un cercle vertueux de croissance qui serait alimenté par la dynamique des cours boursiers. D'abord, le système financier n'a pas été encore réformé et réorganisé pour favoriser une intermédiation financière domestique. Ensuite, la paupérisation de la population rend illusoire l'idée d'un capitalisme patrimonial dans lequel la valeur du portefeuille boursier et l'ampleur de la capitalisation des retraites deviendraient les facteurs clés de la consommation. Enfin, c'est toujours le profit et non les perspectives de demande qui conditionnent la décision d'investissement, ce qui hypothèque l'établissement du cercle vertueux d'un capitalisme patrimonial.

Tableau 6 – Quels sont les modes de développement possibles pour l'Argentine ?

MODE DE DEVELOPPEMENT	CONDITIONS DE VIABILITE	LEUR PRESENCE EN ARGENTINE EN 2004
1. Tiré par la finance	<ul style="list-style-type: none"> • Marché financier domestique profond • Importance des effets de patrimoine sur la consommation • Investissement sensible à la demande 	<ul style="list-style-type: none"> • Faiblesse de l'intermédiation financière • Le revenu déterminant essentiel de la consommation • Le profit conditionne l'investissement
2. Tiré par l'investissement direct étranger	<ul style="list-style-type: none"> • Prépondérance par rapport à l'investissement de portefeuille • Orientation vers le secteur exposé/exportateur • Effet de diffusion des technologies à l'économie domestique 	<ul style="list-style-type: none"> • Peu de création de capacités productives • Direction vers les secteurs abrités, à la suite de la privatisation des services publics • Quasiment aucun effet d'entraînement
3. Tiré par les exportations	<ul style="list-style-type: none"> • Taille suffisante du secteur exportateur • Forte élasticité prix des exportations • Spécialisation dans les secteurs à forte croissance mondiale 	<ul style="list-style-type: none"> • L'économie argentine demeure peu ouverte en dépit de la libéralisation • L'économie argentine est preneuse de prix • Poursuite d'une spécialisation agricole ou primaire exportatrice
4. Par substitution d'importation	<ul style="list-style-type: none"> • Grande distance par rapport à la frontière technologique • Focalisation sur les biens de consommation de base • Politique d'approvisionnement en équipements modernes 	<ul style="list-style-type: none"> • Réduite mais encore importante dans beaucoup de secteurs • Potentiel de croissance après la dévalorisation du peso • Possible grâce à l'ouverture internationale aux biens d'équipement
5. Production/consommation de masse	<ul style="list-style-type: none"> • Mondialisation de rendements croissants dans le secteur de la consommation • Principe de partage des gains de productivité • Modération des inégalités • Ouverture internationale modérée 	<ul style="list-style-type: none"> • Problématique au-delà des effets du cycle de productivité • Déconnexion complète dans les années 90 entre salariat et productivité • Explosion des inégalités, paupérisation d'une partie de la classe moyenne • Faible ouverture, facteur favorable
6. Anthropogénétique	<ul style="list-style-type: none"> • Société développée, ayant satisfait les besoins marchands essentiels grâce à un niveau de productivité élevé • Codification des services de santé, éducation, formation, culture • Solvabilisation de la demande de ces services 	<ul style="list-style-type: none"> • Aspiration à un tel modèle mais modicité des ressources financières disponibles, pression des besoins immédiats • Legs des politiques de privatisation et de réduction des dépenses publiques • Possible conflit entre obtention d'un surplus primaire du budget public et recherche d'un « New Deal »

Une objection encore plus dirimante tient au fait que l'économie argentine est loin de bénéficier de l'autonomie, économique, financière et technologique dont jouissent les États-Unis terre d'élection du capitalisme patrimonial. Pour autant, il ne faudrait pas trop attendre d'une *croissance tirée par l'investissement direct*, car dans les conditions typiques de l'économie argentine, les retombées technologiques et économiques ont été extrêmement limitées comme cela a été souligné à plusieurs reprises. Seul, l'établissement d'un nouveau code des investissements directs étrangers permettrait de surmonter pour partie les obstacles à l'établissement d'une accumulation intensive. Ce régime n'est lui-même pas sans relation avec *une croissance tirée par les exportations*, bien qu'il existe des variantes très différentes d'une telle stratégie. Or l'Argentine ne semble pas disposer de beaucoup d'atouts pour explorer dès à présent ce mode de développement. En effet,

en dépit de la brutalité de l'ouverture internationale intervenue dans les années 90, le secteur exportateur demeure de taille réduite, les produits agricoles ou de l'industrie agroalimentaire continuent à représenter près des deux tiers des exportations, et les exportateurs Argentins sont preneurs de prix. Il pourrait être intéressant de réexaminer la stratégie suivie par le Chili à partir des années 80 puisque c'est à partir d'une base primaire exportatrice que s'est opérée une certaine remontée des filières et la conquête de positions dominantes pour certains produits clés grâce à l'équilibrage des relations extérieures entre les trois zones de la triade.

Dans ces conditions, et compte tenu du cheminement de l'économie argentine depuis 2001, c'est sans doute le *modèle de substitution d'importation* qui apparaît le plus vraisemblable, même s'il est pour l'instant le résultat d'une stratégie plus défensive qu'offensive. Le processus peut s'avérer efficace pour un certain nombre de secteurs produisant des biens de consommation courante, il est sans doute plus problématique pour les biens de consommation durable et plus encore pour les biens d'investissement, ne serait-ce que parce que rares sont les entreprises qui dans ce secteur ont survécu et se sont révélées compétitives lors de la longue période de surévaluation associée à la caisse de conversion. D'autant plus qu'on peut anticiper une réévaluation à terme du peso, introduisant ainsi un ralentissement dans la substitution d'importation. Enfin, il faut se souvenir que tout au long de l'histoire économique argentine, tous les régimes se sont heurtés à l'inélasticité des exportations, phénomène qui continue à s'observer dans la période contemporaine. On aurait en effet pu attendre une croissance beaucoup plus spectaculaire des exportations à partir de 2002.

Aussi, faut-il discuter de la pertinence de l'établissement à terme d'un *régime de croissance intensive fondée sur la consommation de masse*. Ce serait *a priori* une excellente solution pour concilier réduction des inégalités, retour vers un meilleur emploi et mobilisation des capacités productives domestiques. En un sens, les mesures sociales de soutien au revenu des plus pauvres constituent un point de départ pour ce modèle. Tout le problème est cependant celui de sa persistance de ce mouvement au-delà de la période de reprise conjoncturelle. Les gains de productivité observés tiennent apparemment plus à l'existence d'un cycle de productivité – les entreprises tardent à embaucher pour s'assurer de la durabilité de la reprise – qu'à l'épanouissement d'un nouveau régime de productivité, puisque l'investissement productif, la formation du capital humain et les efforts de recherche et de développement demeurent modestes. Plus encore, on a souligné précédemment, la domination d'une régulation concurrentielle est un obstacle à l'établissement d'une accumulation intensive. Seule la négociation de nouveaux compromis institutionnalisés concernant la formation du revenu salarial pourrait éventuellement permettre l'établissement d'un tel régime.

Enfin, des travaux récents mettent en avant que les technologies de l'information ne seraient que le signe précurseur d'une économie de la connaissance, elle-même annonciatrice de l'émergence d'un *modèle anthropogénétique*. Cette hypothèse trouve son origine dans la constatation d'une croissance quasi séculaire des dépenses de santé, d'éducation, de loisirs, bref de toutes les dépenses qui contribuent à la production de l'homme par l'homme, pour détourner une formule empruntée à Karl Marx, qui transpose une formule de Piero Sraffa concernant la production de marchandises par des marchandises. D'un côté, un tel modèle est au cœur de la solution des problèmes liés à la paupérisation qu'a entraîné le mode de régulation concurrentiel des années 90. Une relance par l'accès à l'éducation, à la santé, au logement, ou même dans certains cas à la consommation de base, ne pourrait avoir que des effets favorables sur la cohésion sociale et le potentiel de croissance à long terme. Mais d'un autre côté, la prégnance du chômage, du sous-emploi, de la précarité et la faiblesse des ressources budgétaires susceptibles d'être mobilisées pour l'équivalent d'un New Deal argentin constituent autant de barrières à la mise en œuvre d'un tel programme. Le pari du plan Fenix est que ces obstacles peuvent être surmontés.

En fait, plusieurs de ces stratégies sont menées simultanément, ce qui rend particulièrement difficile tout pronostic.

De la difficulté de la prospective

Un précédent travail (Boyer, 2003) avait proposé cinq scénarios. À la lumière des évolutions observées depuis décembre 2001, leur pertinence et vraisemblance doivent être réévaluées (tableau 7).

- L'exemplarité de l'Argentine dans la redéfinition des objectifs et des méthodes du FMI semble avoir fait long feu : aucun proconsul nommé par les organisations internationales n'est venu gouverner l'Argentine ! De même, l'idée d'une mise en faillite des gouvernements a été abandonnée par les experts de Washington qui y avaient vu une solution radicale pour éliminer définitivement les phénomènes d'aléa moral associés aux opérations de sauvetage du FMI.
- Les relations entre l'Argentine et le Brésil se sont densifiées sous la présidence de Kirchner et de Lula, et un renforcement du Mercosur est apparu nécessaire aux décideurs politiques et aux acteurs économiques. Pourtant, tout comme les difficultés que rencontrent l'Allemagne et la France ne sauraient être complètement surmontées par une reconfiguration de la politique européenne – par exemple la réinterprétation ou la redéfinition du pacte de stabilité – la crise argentine et les problèmes brésiliens actuels ne seraient que très indirectement et marginalement affectés, par des décisions, même ambitieuses, d'intégration économique régionale. Ce n'est bien sûr pas une raison pour temporiser ou douter de l'intérêt d'une telle stratégie mais il faut avoir conscience que les effets ne se feront sentir qu'à long terme.

Tableau 7 – Une réévaluation des scénarios proposés en 2003

SCENARIO	OPTION STRATEGIQUE	VRAISEMBLANCE EN 2004
1. Argentine : terre de mission du FMI	Inaugurer une nouvelle politique du FMI, limitant les effets d'aléa moral	Incertitude sur le devenir du consensus de Washington. Abandon des projets de mise sous tutelle des gouvernements défaillants
2. Le Mercosur, comme vecteur d'une sortie de crise	Coordonner les politiques de l'Argentine et le Brésil Diversifier les échanges régionaux	Une stratégie de long terme, <u>complément</u> mais pas substitut des politiques nationales
3. La dollarisation complète et globalisation financière	Éliminer les crises monétaires, favoriser la confiance	La pésification a montré l'intérêt d'une monnaie nationale et de l'ajustement du taux de change
4. Une social-démocratie argentine	Réduire la pauvreté grâce à un compromis salarial et l'essor de la couverture sociale	Suppose des partenaires sociaux organisés, ouverts au compromis et un gouvernement se projetant dans l'avenir
5. La fatalité du pays primaire exportateur et péché originel	Politique au fil de l'eau	Des indices (re-primarisation de l'économie, contraction de l'État, faiblesse de l'innovation) mais des contre tendances (substitution d'importation, re-industrialisation partielle).

- De même, la proposition qui avait été faite par le Président Menem lors des élections présidentielles concernant la dollarisation complète du système financier semble avoir été complètement oubliée, à juste titre sans doute puisqu'elle consistait à aggraver la rigidité du

système de convertibilité et l'extraversion financière, donc à rendre probable la répétition à terme d'une crise du même type que celle qui éclate en 2001.

Les autres scénarios peuvent être actualisés et conservent leur pertinence. Leur point de départ commun est de prendre en compte la prégnance d'un régime rentier qu'il tienne à l'exploitation de l'agriculture ou au recours à la finance internationale. Il est frappant de constater la re-primarisation de l'économie argentine, même si la dévaluation du peso a initié un renouveau du processus d'industrialisation par substitution d'importations. Une autre caractéristique essentielle de la dernière décennie tient au degré sans précédent d'inégalité et de pauvreté dans la société argentine.

Trois scénarios pour susciter recherches et réflexions

Les difficultés de projection de modes de régulation et de développement, dont on vient de voir un exemple, devraient inciter à la prudence, voire à l'abandon de toute velléité de prospective. Mais le danger serait alors que s'imposent des visions explicitement ou implicitement normatives, à défaut d'analyses en bonne et due forme. Aussi est-il intéressant de proposer trois scénarios qui sont construits sur quelques uns des enseignements de l'ouvrage.

- *Le premier scénario* est bâti sur l'hypothèse de la persistance des inégalités qui se sont développées dans les années 90 et suppose que la plupart des institutions et formes d'organisation continueront à être marquées autant par une malédiction rentière qu'un péché originel, à savoir une dépendance financière à l'égard du système international. Il prolonge le caractère concurrentiel du mode de régulation argentin actuel et de ce fait le régime d'accumulation a toutes chances d'être plus extensif qu'intensif. Cette trajectoire correspond à *une latino américanisation de l'Argentine*, c'est-à-dire une rupture par rapport aux stratégies lancées après la crise de 1929, visant à la construction d'une régulation monopoliste, afin de faire émerger une accumulation intensive impulsée par la dynamique du revenu salarial. Pour faire image, l'Argentine se rapprocherait ainsi soit de la configuration brésilienne, par le caractère concurrentiel et inégalitaire du mode de régulation, soit de la configuration vénézuélienne si se confirmait une polarisation durable entre exclus et classe moyenne et que continue à dominer une insertion internationale liée à l'agriculture ou à la mise en valeur des ressources naturelles.
- *Le deuxième scénario* suppose qu'un régime politique fort, qu'il soit autoritaire ou légitimé par un large appui de la population, est capable d'imposer une recomposition de formes institutionnelles en vue de favoriser l'émergence d'un mode de développement tiré par les besoins domestiques. Le moyen de cette politique est une reconversion des revenus du commerce extérieur en des investissements favorisant un processus de re-industrialisation et de développement des services modernes. Cela suppose un renforcement du pouvoir de l'État central, la restauration de capacités domestiques d'intermédiation financière et finalement l'institution d'une régulation soit de type administré, soit clientéliste, selon la nature des compromis institutionnalisés. Cette trajectoire ne serait pas sans ressemblance avec *l'évolution russe après 1998*, puisque la brutalité de la crise financière induit dans les deux pays une reprise de la croissance après plusieurs années de récession, grâce à la reconquête d'une certaine autonomie en matière de politique monétaire, politique de change. Sans oublier une re-centralisation du pouvoir au sein d'une constitution fédérale et la volonté du pouvoir politique de promouvoir un transfert de revenus du secteur rentier vers le secteur productif.

- *Le troisième scénario* fait l'hypothèse que la crise de 2001 est l'équivalent pour l'Argentine de ce que fut celle de 1932 pour la Suède : le caractère dévastateur et dramatique de la situation quant à la cohésion sociale met à l'ordre du jour *la négociation de compromis institutionnalisés de type social-démocrate*, afin de s'affranchir du mode de régulation concurrentielle antérieur. La différence avec le scénario précédent tient au fait que l'État joue alors le rôle de catalyseur dans la redéfinition des relations du travail, de l'organisation du système productif, de la politique d'innovation. Son objectif est en effet de favoriser la négociation entre les diverses parties prenantes : grands exportateurs agricoles, industriels Argentins, salariés, épargnants des classes moyennes. Les compromis institutionnalisés, tout particulièrement en matière de couverture sociale et fiscalité, ont vocation à s'appliquer à l'ensemble de la société, par opposition à une approche clientéliste. Ce scénario suppose beaucoup de talent politique et sans doute de pouvoir bénéficier d'un environnement international favorable, pour qu'un changement institutionnel d'une telle ampleur ait le temps de produire ses effets.

L'évolution argentine se chargera de déjouer ces scénarios qui ont pour seul intérêt d'appeler à une nouvelle génération de travaux institutionnalistes et régulationnistes portant sur les stratégies de sortie de crises. Ce pourrait être l'objet d'un autre ouvrage.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AGLIETTA Michel (1976), *Régulation et crises du capitalisme*, Calman-Lévy, Paris, 2e édition 1982. Réédition, Nouvelle préface, Odile Jacob, Paris, 1997.
- AGLIETTA Michel, ORLEAN André (dir.) (1998), *La monnaie souveraine*, Odile Jacob, Paris.
- AGLIETTA Michel, ORLEAN André (2002), *La monnaie : entre violence et confiance*, éditions Odile Jacob, Paris,
- ALBORNOZ Facundo (2004), Essais sur la politique commerciale et son lien avec la structure industrielle, Thèse EHESS-Delta.
- AMABLE Bruno, PALOMBARINI Stefano (2004), *L'économie politique n'est pas une science morale*, à paraître, La Découverte, Paris.
- ARTHUR Brian (1994), *Increasing Returns and Path Dependence in the Economy*, Ann Arbor, The University of Michigan press.
- BERTHELIER Pierre, DESDOIGTS Alain, OULD AOUDIA Jacques (2004), "Profils institutionnels. Une base de données sur les caractéristiques institutionnelles des pays en développement, en transition et développés", *Revue Française d'Economie*, vol. 19, n° 1, juillet, p. 121-196.
- BLINDER Alan S. (1998), *Central Banking in Theory and Practice*, Cambridge Ma, The MIT Press.
- BOYER Robert (2000), « Is a finance-led growth regime a viable alternative to Fordism ? À preliminary analysis » *Economy and Society*, Vol. 29, n° 1, February 2000, p. 111-145.
- BOYER Robert (2002), *La croissance, début du siècle*. De l'octet au gène, Albin Michel, Paris, 2002. Ed. Anglaise : *The future of Economic Growth*, Edward Elgar Publishing, Cheltenham, UK, 2004
- BOYER Robert (2003), "La crisis argentina : un analisis desde la teoria de la regulacion", *Realidad economica*, n° 192, p. 6-24.
- BOYER Robert (2004a), « New growth regimes, but still institutional diversity », *Socio-Economic Review*, vol. 2; n° 1, p. 1-32.
- BOYER Robert (2004b), *La théorie de la régulation. Les concepts de base*, Repères, vol. 1, La Découverte, Paris.
- BOYER Robert, Juillard Michel (2002), « Les États-Unis : Adieu au fordisme ! », dans R. BOYER, Y. SAILLARD (dir.), *Théorie de la régulation. L'état des savoirs*, La Découverte, Paris, p. 378-388.

BOYER Robert, MISTRAL Jacques (1982), *Accumulation, inflation, crises*, Paris : Presses Universitaires de France, 1ère édition 1978.

BOYER Robert, NEFFA Julio (2004), *La crisis argentina 1976-2001 ; analyses institucionalistas y regulacionistas*, Buenos Aires, à paraître.

BOYER Robert, SAILLARD Yves (dir.) (2002), *Théorie de la régulation. L'état des savoirs*, La Découverte, Paris, 1^e édition 1995.

BRAUDEL Fernand (1979), *Civilisation matérielle, économie et capitalisme XV-XVIIIe siècles*, 3 Tomes, Armand Colin, Paris.

CARRERA Jorge, PANIGO Demian, FELIZ Mariano (2000), « How does Dollarization Affects Real Volatility and Country Risk ? », *Economica*, XLVI (2), Julio-Diciembre.

CEPREMAP-CORDES (1978), « Approches de l'inflation : l'exemple français », *Recherches Économiques et Sociales*, n° 12, La Documentation française, octobre, p. 7-59.

CHIODI Vera (2003), « La fragmentation monétaire en Argentine. Le cas des monnaies parallèles et des pratiques du troc. Une relecture théorique et historique », Mémoire de DEA, Université de Paris XIII, DEA « Economie Internationale et Régulation », Octobre.

DEHOVE Mario (2004), « Les enseignements de l'approche statistique des crises financières », Complément au Rapport du Conseil d'Analyse Economique : *Les crises financières : analyse et propositions*.

EICHENGREEN Barry, HAUSSMAN Ricardo (1999), "Exchange rates and financial fragility", Working Paper 7418, November, (<http://www.nber.org/papers/w7418>).

FACULTAD DE CIENCIAS ECONOMICAS (2003), Plan fenix. Propuestas para el desarrollo con equidad, *ENOIKOS*, n° 20.

FANELLI José, HEYMANN Daniel (2002), "Monetary dilemmas : Argentina in Mercosur", Ronéotypé prepare pour la conference internationale "Towards Regional Currency Areas", Santiago de Chile, march 26-27.

HAUSMANN Ricardo, VELASCO Andres (2002), « The Argentine Collapse: Hard money's Soft Underbelly », Mimeograph, Harvard University, April 26.

HEFFER Jean (1976), *La Grande Dépression : les Etats-Unis en crise (1929-1933)*, « Archives », Gallimard, Paris.

HILLCOAT Guillermo (1986), *La crise des modèles de développement en Amérique latine. De la substitution d'importations à l'économie tournée vers l'extérieur: une discussion théorique illustrée par l'expérience argentine*, Thèse, Université de Paris-VIII, juin.

HOLLINGSWORTH Roger, BOYER Robert (1997), *Contemporary Capitalism. The embeddedness of Institutions*, Cambridge University Press, Cambridge.

KALANTZIS Yannick (2004a), "Crise financière dans un régime de croissance soutenue par l'endettement externe" Ronéotype CEPREMAP.

KAMINSKY Graciela L. (2003), « International Capital Flows : A Blessing or a Curse ? », Mimeograph ABCDE-Europe 2003.

KRUGMAN Paul (1979), « A Model of Balance of Payments Crises », *Journal of Money, Credit, and Banking*, v. 11, n°. 3, pp. 311-25, August.

LAFFONT Jean-Jacques, TIROLE Jean (1993), *A theory of incentives in procurement and regulation*, Cambridge and London, The MIT Press.

LAVAGNA Roberto (2003), "Caso Argentino : Lecciones macroeconomicas", Ministerio de Economia, *Componentes macroeconomicos sectoriales y microeconomicos para una estrategia nacional de desarrollo : Lineamentos para fortalecer las fuentes del credicmiento economico. Resumen ejecutivo*, Mayo.

MIOTTI Luis E. (1991), *Accumulation, régulation et crises en Argentine*, Thèse, Université de Paris-VII, octobre.

MIOTTI Luis E. (1994), *Argentine : fragilité de l'accumulation et options de la régulation*, Armand Collin, Paris.

MUSSA Michael (2002), *Argentina y el FMI. Del triunfo a la tragedia*, Planeta, Buenos Aires.

NEFFA Julio Cesar (1998), *Modos de regulacion, regimenes de acumulacion u su crisis en Argentina (1880-1996)*. EUDEBA/ Trabajo y Sociedad/PIETTE, Buenos Aires.

PALOMBARINI Stefano (2001), *La rupture du compromis social italien. Un essai de macroéconomie politique*, Editions du CNRS, Paris.

PENALVA Susana E. (2004), *Formes institutionnelles de régulation et désaffiliation en Argentine. Une analyse des métamorphoses de l'intervention de l'Etat et du rapport salarial (1976-2003)*, Thèse de Doctorat, Université Paris 8-Vincennes-St-Denis, 23 Mars.

QUEMIA Miguel (2001), "théorie de la regulation et développement : trajectories latino-américaines", *L'année de la régulation 2001*, vol. 5, p. 57-103.

SHACKLE George (1972), *Epistemics and Economics*, Cambridge University Press, Cambridge.

THERET Bruno (1999), « L'effectivité de la politique économique : de l'autopoïèse des systèmes sociaux à la topologie du social », *L'Année de la Régulation 1999*, La Découverte, Paris, p. 127-168.

TREBER Salvador (2003), « Evolucion del gasto publico en la Argentina », *ENOIKOS*, n° 20, p. 58-92.

VEGANZONES Marie-Ange, WINOGRAD Carlos (1997), *L'Argentine au XX^e siècle. Chronique d'une croissance annoncée*, Publication de l'OCDE, Paris.

WALLERSTEIN Immanuel (1999), *Le capitalisme historique*, Repères n° 29, La Découverte, Paris.